

MICHEL GOYA



© Jean-Raphaël D./Armée d

Barkhane

Une analyse de l'engagement militaire
français au Sahel

Barkhane

Une analyse de l'engagement militaire français au Sahel

Version 8- 06 février 2022
Michel Goya



Résumé

Pour bien analyser où nous sommes en 2022, il convient de revenir d'abord où nous voulions être en 2013. Nous sommes intervenus militairement au Mali, pour la première fois de cette façon en Afrique depuis 1978, parce que nous estimions qu'il s'agissait de la seule manière de contenir une menace djihadiste jugée déstabilisante pour la région et dangereuse pour nos intérêts de sécurité.

Cette intervention directe, sur demande du gouvernement malien, soulignait aussi par défaut que la France était la seule puissance capable de vaincre militairement les organisations djihadistes de la région du Centre-Sahel. Les forces armées maliennes (FAMA) étaient incapables de s'opposer à elles, les organisations régionales avaient, et ont toujours, les plus grandes difficultés à mettre en place des forces communes efficaces et les rares puissances susceptibles d'engager le combat contre des organisations djihadistes s'y refusaient, au moins directement.

Dans la forme, l'opération *Serval* déclenchée en janvier 2013 tranchait également avec les autres formules d'évitement du combat direct que nous avons essayées depuis 1979, de l'appui discret à l'opération humanitaire armée en passant par l'interposition ou la sécurisation, avec des résultats mitigés. De fait, l'opération *Serval* renouait avec l'« utilité stratégique ». Une bonne stratégie doit accorder harmonieusement un but, des moyens et des méthodes, et l'engagement de janvier 2013 répondait alors à ce critère. Ce fut donc un succès, relatif et limité, mais il est difficile d'en imaginer d'autres dans le contexte actuel. La France et ses alliés avaient gagné une campagne mais pas la guerre. Les organisations irrégulières que nous avons combattues et à plus forte raison celles que nous n'avons pas combattues, celles des séparatistes Touaregs Ifoghas en premier lieu, existaient toujours, même amoindries et neutralisées pour un temps.

L'opération *Barkhane* : un pari risqué

La stratégie qui avait présidé au lancement de l'opération *Serval* était cohérente, elle ne l'était plus à sa fin lorsqu'il a été décidé de prolonger *Serval* par l'opération *Barkhane*. En se reposant toujours sur l'hypothèse que la déstabilisation du centre Sahel par les organisations djihadistes, la France décidait de maintenir une force militaire au cœur de la zone la plus critique afin de « contenir l'activité des « groupes armés terroristes (GAT) » à un niveau de menace faible jusqu'à ce que les forces armées locales puissent assurer elles-mêmes cette mission dans le cadre d'une autorité restaurée des États ». Précisons qu'il n'est question ici que du volet du « duel des armes » et de la lutte contre les forces combattantes adverses. L'autre volet, qui consiste à s'attaquer aux raisons de tout ordre, politique, idéologique, social ou économique, qui font que ces combattants ennemis existent, est évidemment aussi important et par ailleurs complémentaire du premier. Il en sera cependant peu question ici.

L'équation militaire française consistait donc en une course de vitesse entre, d'un côté, l'érosion du soutien des opinions publiques française et régionales à l'engagement français et d'autre part, l'augmentation forte et rapide des capacités tactiques et éthiques des forces de sécurité malienne, nigérienne et burkinabé, les premières concernées. C'était un pari très risqué, car depuis 1962 les opérations françaises où des soldats sont tombés au combat n'ont jamais duré plus de neuf ans. Il est même une règle empirique qui veut que toute opération militaire dont on peut estimer qu'elle durera plus de trois ans sera un enlisement dont il sera difficile de sortir. Or, dans la manière dont on a entamé cette course de vitesse entre 2013 et 2014, tout indiquait que cela allait effectivement être le cas.

En 2014, la mission principale de *Barkhane* était donc d'exercer le maximum de pression sur les organisations djihadistes que nous avons combattu en 2013. On notera que l'on excluait de cette guerre les autres organisations, comme Boko Haram, qui pourtant menaçaient aussi certains États du G5-Sahel. On ne touchait pas non plus à toutes les organisations irrégulières maliennes, criminelles ou séparatistes, qui menaçaient tout autant la stabilité du pays que les djihadistes et dont on connaissait par ailleurs la porosité avec ces derniers.

Avec les moyens dont nous disposions, qui nous empêchaient de contrôler durablement le terrain, « exercer le maximum de pression » consistait à essayer d'éliminer le maximum de combattants adverses, si possible plutôt les cadres. Nous espérions au mieux étouffer l'adversaire et le rendre inopérant, au pire le maintenir à un faible niveau de dangerosité.

L'expérience historique tend à montrer que cette approche n'a de chance de fonctionner que si on y consacre beaucoup de moyens. Or, cela n'a pas été le cas. Alors que *Serval* se transformait en *Barkhane*, nous engagions un contingent d'une même ampleur en République centrafricaine, puis nous avons rejoint en Irak la coalition contre l'État islamique et enfin nous avons déclenché l'opération *Sentinel* en France. En l'espace de deux ans, nous avons dispersé nos forces, alors que dans le même temps, on continuait à réduire le budget des armées et leurs effectifs. Il fallut atteindre le rebond budgétaire de 2015 et la fin de l'opération *Sangaris* en 2016, pour pouvoir augmenter - et très progressivement - les moyens alloués à *Barkhane*, moyens clairement toujours insuffisants.

L'expérience historique tend aussi à montrer qu'en deçà d'une masse critique, cette approche est même plutôt contre-productive. Par l'insuffisance de ses moyens, *Barkhane* a sans doute plus nourri que réduit la force de l'ennemi en lui fournissant les arguments d'un discours nationaliste et surtout en lui laissant l'occasion d'accumuler de l'expérience militaire. Pendant plusieurs années, nous avons pu nous targuer de gagner de manière écrasante tous les combats et même de relativement contenir nos pertes humaines, mais le problème était que ces petites victoires étaient trop peu nombreuses pour avoir un réel effet opérationnel. Ce n'est pas en éliminant 10 combattants ennemis par mois jusqu'en 2018, que l'on pouvait espérer enrayer la montée en puissance de l'ennemi. Dans cette comptabilité macabre, compte tenu des effectifs moyens des combattants et des groupes ennemis (entre 1 500 et 3 000 selon les époques), on peut estimer qu'en dessous de 70 éliminations par mois, l'ennemi se renforce plus par accumulation d'expérience qu'il ne s'affaiblit.

A la recherche de la relève

Le problème majeur de l'équation militaire n'était cependant pas l'efficacité relative de *Barkhane* contre l'ennemi, mais le fait que derrière ce « bouclier », la « relève » n'est jamais venue.

Malgré des moyens considérables, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) n'a guère eu d'impact sur la situation, par son incapacité à mener des opérations militaires. On peut même considérer qu'elle a plus tendance à affaiblir les forces qui y participent qu'à les renforcer. Rappelons que pour beaucoup

d'armées africaines, ce type de mission est une aubaine, car les Nations Unies financent, contre remboursement, l'équipement des unités et accordent des primes très substantielles aux soldats qui en font partie. La MINUSMA, comme toutes les missions du même type, est donc considérée comme un investissement plus que comme un engagement, un investissement qui présente l'inconvénient de piéger les meilleurs bataillons dans une pratique antinomique avec les nécessités de la guerre. Pendant que les Katibas djihadistes apprenaient en combattant, les bataillons de Casques bleus, étaient en train d'appauvrir leurs compétences à l'instar des 1 700 soldats burkinabés coincés dans la MINUSMA alors qu'une grande partie de leur pays était attaqué en 2019.

Quant aux forces armées nationales, et en premier lieu les Forces armées maliennes (FAMa), malgré la mission de formation de l'*European Union Training Mission* (EUTM-Mali), elles ont très peu évolué depuis 2014 et en réalité moins vite que les groupes djihadistes, car personne n'a touché vraiment à la faiblesse structurelle, pour ne pas dire la corruption, de leur infrastructure administrative.

La Force commune du G5-Sahel, créée officiellement en 2017 et qui s'efforce de coordonner l'action des armées locales autour des frontières avec un état-major commun et des bataillons dédiés, est surtout une coalition de faiblesses. Comme toutes les coalitions interafricaines, on y a rapidement buté sur la difficulté de financer des moyens nécessaires à un bon fonctionnement en commun. De toute manière, le meilleur état-major du monde ne sert pas à grand-chose si les bataillons qu'il dirige sont sur le terrain d'une qualité inférieure à ceux de l'adversaire. Le Collège de Défense du G5-Sahel représente pour l'instant l'apport le plus intéressant de cette structure.

Une situation qui se dégrade depuis 2015

Au bilan, dans une sorte de fuite en avant organisationnelle, on a multiplié les structures supranationales, en essayant d'y impliquer le maximum de partenaires, alors que le problème résidait surtout dans le fait que les soldats locaux n'étaient pas bien payés, équipés, entraînés, gérés et commandés. Dans ces conditions, et compte tenu par ailleurs de l'incapacité des États, malien et burkinabé en premier lieu, à assurer leur mission d'administration et de justice sous couvert de forces de sécurité efficaces et légitimes, il n'a pas été possible d'enrayer la dégradation de la situation à partir de 2015.

Malgré les accords d'Alger, le conflit du nord Mali contre les séparatistes est resté gelé. De nouvelles organisations djihadistes sont apparues sur de nouveaux espaces comme le Front de libération du Macina (FLM) au centre du Mali, qui finit par s'associer à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine et Al-Mourabitoune pour former en 2017 le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM). On a vu apparaître également l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dont l'action s'étend dans la zone des « trois frontières » entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Les attentats spectaculaires se sont alors multipliés dans les capitales et par la force ou la séduction d'une offre alternative de justice, les djihadistes ont étendu leur influence dans les zones rurales.

Par contrecoup, on a vu également se multiplier, parfois avec le soutien des gouvernements mais sans réel contrôle, des milices d'autodéfense nourries par les tensions socio-ethniques croissantes et les nourrissant aussi par leurs exactions. Ce qui a fini par créer un troisième foyer de crise à la frontière malo-burkinabé.

Face à cela, la stratégie générale française a peu évolué, sinon dans le sens d'une plus grande pression militaire. À la fin de l'année 2018, le taux mensuel de pertes ennemies est passé à presque 20, sans que cela ait changé fondamentalement la situation. L'année 2019 a été une année noire. La violence a doublé par rapport à l'année précédente. Les armées locales ont subi des coups très forts de la part des groupes djihadistes et se sont trouvées au bord de

l'effondrement. Dans le même temps, l'image de la France, accusée simultanément d'impuissance, de protéger les séparatistes de l'Azawad, de soutenir des gouvernements corrompus et de s'être associée à des groupes d'autodéfense ou des armées coupables d'exactions, s'est dégradée. Il a fallu cependant l'émotion provoquée par la mort de 13 soldats français le 25 novembre, pour provoquer une réaction forte qui aurait dû être prise beaucoup plus tôt.

Le sommet international de Pau les 13 et 14 janvier 2020 a pris acte de la dégradation de la situation et de la faiblesse des armées locales, mais a conclu qu'il fallait augmenter sensiblement les moyens et l'activité de *Barkhane* et en accompagner plus étroitement les armées locales, notamment grâce à la *Task Force Takuba* composée d'équipes de conseillers issus des forces spéciales européennes.

Une configuration à réinventer

Depuis ces décisions, avec ces nouveaux moyens, *Barkhane* exerce une pression beaucoup plus forte qu'auparavant sur l'ennemi. Les pertes françaises sont plus élevées, mais pour un soldat français qui tombe il y a désormais 100 combattants ennemis. On s'approche dans ces conditions de la neutralisation de l'EIGS et peut-être aussi d'AQMI.

À la fin de 2020 l'engagement militaire français est donc à un tournant. Au rythme de ses pertes humaines et de son coût, la posture actuelle ne peut compter probablement que sur un crédit de deux ans seulement d'approbation des opinions française et africaines. Il est donc nécessaire de profiter des succès tactiques et opérationnels du moment pour en changer et se placer dans une configuration militaire durable plus discrète et au moins aussi efficace. La décision de changement est annoncée le 10 juin 2021 par le président de la République.

La transformation de l'opération *Barkhane* repose sur le remplacement de toutes les opérations autonomes directes des forces terrestres françaises par l'accompagnement des forces armées maliennes (FAMA) et nigériennes (FAN). Il s'agit donc simultanément de se retirer de la plupart des bases occupées par les forces françaises au Mali, de faire monter en puissance la *Task Force Takuba* au Mali et de transformer l'action du groupement tactique présent au Niger en accompagnement des FAN, tout en concentrant sur la base de Niamey toutes les forces aériennes de combat et le poste de commandement avancé de la nouvelle opération (qui aurait mérité un nom tout de suite). Pour le reste, les actions du groupement des Forces spéciales *Sabre* sont inchangées.

Il n'était pas certain que ce nouveau dispositif soit suffisant, manquant certainement de profondeur dans l'hybridation nécessaire avec les forces locales jusqu'à dans les forces aériennes et surtout l'administration. Il est de toute façon remis en cause, en partie, par la dégradation des relations politiques entre le gouvernement de Bamako et un certain nombre de ses partenaires, la France en premier lieu. Il est donc tout à fait probable qu'il soit décidé, au niveau européen et dans les jours qui viennent, qu'il n'y ait plus du tout de présence de *Barkhane* au Mali.

Barkhane

Une analyse de l'engagement militaire français au Sahel

Ce sont les nations qui font les guerres, pas les armées. La France est en guerre depuis 1995 contre les salafistes-djihadistes algériens du Groupe islamique armé (GIA), puis du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) issu d'une scission du GIA en 1998 et qui tente à son tour d'organiser un grand attentat en France, à Strasbourg à l'hiver 2000. Le GSPC s'implante au début des années 2000 au nord du Mali poussé par la pression des forces de sécurité algérienne et attiré par la faiblesse de l'État malien. Le Sahel devient alors un nouveau front du djihad. Depuis le Nord-Mali, les bataillons (Katibas) du GSPC, devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007, attaquent les États jugés hostiles et les intérêts occidentaux, en particulier sous forme de prise d'otages.

Cette « campagne des otages » marque le début en 2009 de l'intervention militaire française dans la région du Centre-Sahel. C'est une région où à l'exception du Tchad et de l'opération aérienne *Lamantin* en 1978 en Mauritanie, où la France est peu présente militairement depuis les indépendances. Sa défense contre les attaques d'AQMI réside repose sur l'action clandestine de la DGSE et son Service action puis sur celle, un peu rivale, du Commandement des opérations spéciales qui reçoit l'autorisation du président Blaise Compaoré d'installer en 2009 le groupement *Sabre* au Burkina Faso. Cet engagement s'inscrit dans un « plan Sahel » où il s'agit, avec l'aide des Américains, d'abord d'aider les armées locales à s'adapter à la lutte contre les organisations djihadistes, puis à intervenir éventuellement pour libérer des otages. Ce projet est alors concurrent de celui poussé par l'Algérie, qui n'apprécie guère la présence militaire française dans la région, et qui a proposé la création d'un Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) avec la Mauritanie, le Mali et le Niger pour lutter contre les djihadistes. La Mauritanie accepte cette aide qui contribue à restructurer son armée pour en faire un outil efficace sur sa frontière. Le Mali de son côté néglige la proposition française tout en étant en froid avec l'Algérie, accusée de soutenir les séparatistes touaregs.

La situation prend une nouvelle tournure fin 2011 avec la montée en puissance au Mali du mouvement séparatiste touareg, renforcé par le retour de Libye de la troupe d'un millier d'hommes de Mohamed Ag Najem. Najem forme le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Son rival, Iyad Ag Ghali, fonde un autre groupe touareg baptisé Ansar Dine (« Les combattants de la foi »), plus proche d'AQMI¹. Recrutant principalement parmi les Peuls et les Songhaïs une autre organisation, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) s'est également formé dans la région sous la direction d'Hamada Ould Mohamed Kheirou, transfuge d'AQMI. Fin 2012, un autre transfuge d'AQMI, Mokhtar Belmokhtar, fonde également Les signataires par le sang. Cette concentration dans le nord du Mali ne doit rien au hasard, mais tout à son État structurellement faible et corrompu, avec des FAMa logiquement à son image.

En l'espace de quelques semaines de 2012, le MNLA, alors allié aux groupes djihadistes, s'empare des principales villes du Nord-Mali, Kidal, Gao et Tombouctou et proclame l'indépendance de l'Azawad (le nord du Mali). Les quelques unités des forces armées maliennes (FAMa) encore installées dans le nord subissent des revers humiliants et meurtriers, en particulier le 25 janvier à Aguelhoc où une centaine de soldats maliens sont massacrés. Critiquant l'inaction et la corruption du gouvernement, un groupe de militaires maliens dirigé par le capitaine Sanogo organise un coup d'État le 22 mars 2012. Pendant ce temps, deux ans avant la proclamation du califat à Mossoul par l'État islamique, les organisations djihadistes chassent le MNLA des villes du nord et forment un proto-État d'un million d'habitants.

¹ Jean-Paul Mari, « Mali. Qui sont les islamistes touaregs d'Ansar Dine ? », www.nouvelobs.com, 15 janvier 2013.

Commence alors une longue négociation entre putschistes, personnalités locales et organisations régionales et internationales pour rétablir des institutions légitimes dans le pays. Si la diplomatie française est très active sur le dossier malien, on n'envisage initialement qu'un usage restrictif de la force. Le 16 juillet 2012, le ministre Laurent Fabius déclare à Alger que « la France, pour des raisons évidentes, ne peut être en première ligne² », ce que confirmera ensuite et par deux fois le président Hollande dans ses déclarations. La France promet d'aider en revanche la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) une force commune de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et dont le principe a été décidé en août 2012. À la mi-octobre, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, propose également une Mission européenne de formation militaire (*European Union Training Mission*, EUTM) au profit des FAMA. Avec l'aide de la Misma et de l'EUTM, les forces maliennes revigorées reprendront le contrôle du Nord. Ces solutions, désormais habituelles pour tenter de résoudre un problème sur le sol africain butent sur les problèmes tout aussi habituels pour se mettre d'accord, obtenir les mandats (l'accord du Conseil de sécurité des Nations-Unis ne vient que le 20 décembre) et les financements internationaux, puis simplement constituer la force et la mettre en place.

L'opération Serval

Le 9 janvier 2013, la MISMA, réduite à une brigade multinationale de 3 300 soldats, et EUTM ne sont toujours pas en place, que Ansar Dine et AQMI lancent une attaque sur deux axes au centre du pays avec 1 500 combattants, soit peut-être la moitié de leur effectif combattant. On ne sait pas trop quel est leur objectif, mais ce qui est certain est qu'il n'y a rien qui puisse s'opposer à eux, sauf la France, seule nation à disposer de vraies capacités d'intervention rapide dans la région. La France est donc appelée à l'aide par le président malien par intérim Dioncounda Traoré. François Hollande accepte et ordonne le 11 janvier de stopper l'offensive djihadiste. C'est un tournant majeur. C'est la première fois depuis 1979 que des bataillons français vont être engagés au combat contre des organisations armées en Afrique.

Les qualités habituelles du système d'intervention français – décision rapide, forces en alerte en France, forces présentes au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Gabon – permettent effectivement d'intervenir rapidement, avec l'éternel bémol d'un nécessaire appui des alliés de l'OTAN pour le transport aérien et plus particulièrement des Américains pour le ravitaillement en vol et le renseignement. L'intervention s'accompagne pour la première fois depuis longtemps d'une volonté politique claire qui assume désormais d'emblée l'idée de guerre et l'acceptation de pertes, et qui ne s'insinue pas trop dans la conduite tactique.

Les premiers à intervenir au Mali le 11 janvier sont les hommes de l'opération *Sabre* et la force de frappe aérienne depuis N'Djamena et la France. Le COS perd un pilote d'hélicoptère face à Ansar Dine. Les forces spéciales sont rapidement rejointes au Mali par des forces venues de métropole par air jusqu'à Bamako ou par voie terrestre depuis la Côte d'Ivoire. Le groupement tactique interarmes (GTIA) n°1 est ainsi formé en deux jours à Bamako et engagé immédiatement sur la zone de contact. Le 15 janvier, Sévaré et le grand pont de Markala, les deux points clés attaqués par l'ennemi sont tenus. Les djihadistes battent en retraite.

Il aurait été possible d'en rester là et de revenir au plan initial avec la relève des forces françaises par les bataillons de la MISMA dont la mise en place est alors accélérée. On décide à Paris de lancer une contre-offensive. Le GTIA 1 à dominante infanterie motorisée est rejoint par le GTIA 3 blindé léger, le GTIA 4 parachutiste et un groupement aéromobile (GAM). Le GTIA 2 – Infanterie blindée est en cours d'acheminement par voie maritime via Dakar. Le groupement de forces spéciales *Sabre* est intégré à la manœuvre de *Serval* comme élément de saisie de points clés en avant de la brigade.

² Cité par Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, Tallandier, 2014, p. 112.

La notion de gamme, ou niveau, tactique

La gamme tactique d'une unité de combat terrestre se détermine à partir de trois paramètres : ressources matérielles (M), compétences humaines (H) et qualité de la structure de commandement (C) et selon l'équation $C = M \times (H \times C)^2$. Les combats s'effectuent presque toujours avec des volumes comparables (rarement à plus de 2 contre 1) et la victoire est presque entièrement déterminée par les qualités humaines de la troupe (détermination, courage, endurance, compétences tactiques et techniques, valeur de l'encadrement, capacité de circulation de l'information).

En notant chacun de ces paramètres M, H et C de 1 à 4, du pire à ce qui se fait de mieux, et en divisant le résultat final par 100 on obtient un système de classement par niveau, empirique mais opératoire. On peut ajouter ensuite un bonus pour chaque avantage relatif possédé (appuis feux, terrain favorable ou surprise).

À niveau équivalent de part et d'autre, les résultats sont incertains et les pertes équilibrées, puis les résultats deviennent de plus en plus déséquilibrés en faveur du meilleur. À partir de 2 niveaux d'écart, il devient possible de disloquer l'adversaire et de faire perdre toute cohérence à son dispositif. La victoire est quasi certaine.

Dans les combats au Sahel, l'écart entre les gammes tactiques entre les forces françaises et leurs adversaires est toujours de 3 au moins. Les résultats sont toujours écrasants.

L'attaque est lancée le 25 janvier. À l'ouest, le GTIA 1, appuyé par un sous-groupement aéromobile, parcourt 600 km en 72 heures et, précédé par une opération aéroportée du GTIA 4, s'empare de Tombouctou le 27 janvier. La veille, l'aéroport de Gao et le pont sur le fleuve Niger ont été saisis par les forces spéciales après un violent accrochage, puis occupés le 28 janvier par le GTIA 3. La conquête du fleuve Niger est terminée. Des bataillons maliens et de la MISMA viennent y rejoindre les Français. Les GTIA 3 et 4 poursuivent vers le nord, une zone sensible politiquement puisque s'y mêlent les autonomistes touaregs, ennemi premier de Bamako, et AQMI, ennemi premier de la France. Malgré son mandat d'aider l'État malien à restaurer son autorité sur tout le territoire, non seulement la France ne combat pas ce qui reste du MNLA mais s'associe à lui pour combattre les djihadistes, tout en demandant aux FAMA de ne pas entrer tout de suite à Kidal, la « capitale » de l'Azawad et livrée aux Français le 30 janvier. Seul un contingent de 1 400 soldats tchadiens engagés dans le nord du Mali *via* le Niger est engagé aux côtés des Français dans le nord.

Le 8 février, les GTIA 3 et le GTIA 4 sont installés sur une ligne qui va de Tessalit, à la frontière avec l'Algérie, jusqu'à Kidal. Le GTIA 1 tient Tombouctou avec les FAMA et le GTIA 2 est à Gao avec les FAMA et un bataillon nigérien. L'ensemble regroupe environ 4 200 soldats français avec 1250 véhicules, tandis que la force aérienne comprend désormais 37 aéronefs divers, dont 12 avions de combat. Il n'y a eu que peu de combats dans cette phase, les Français n'ont perdu aucun soldat et les pertes ennemies se limitent alors à une trentaine de combattants. Commence alors à la mi-février une nouvelle phase où les forces françaises entreprennent de reconnaître simultanément les vallées de la montagne des Ifoghas au nord du pays entre Tessalit et Kidal et la région de Gao³.

Dans le nord, les Français découvrent la base principale d'AQMI dans la vallée de l'Amettaï. C'est l'occasion de combats très violents du 22 février au

12 mars, avec les GTIA 3 et 4 qui progressent à l'ouest de la vallée et le bataillon tchadien à l'est face au bastion d'AQMI tenu par un bataillon de 400 à 600 combattants djihadistes. Les soldats français l'emportent systématiquement grâce à une gamme tactique très supérieure. À l'issue des combats, plus de 230 combattants ennemis ont été tués, dont l'émir Abou Zaïd un des trois grands chefs d'AQMI, et 8 faits prisonniers, pour 2 soldats tués et 19 blessés chez les Français et 26 morts et 81 blessés chez les Tchadiens. Les combats du GTIA 2 contre le MUJAO sont aussi très violents. L'ennemi tente d'abord de s'infiltrer dans la ville de Gao, mais il est détruit avec l'aide des forces maliennes et perd 25 combattants. Il est traqué ensuite dans ses

³ Sur le déroulement de l'opération Serval vu de l'intérieur, voir général Bernard Barrera, *Opération Serval*, Paris, Seuil, 2015.

bases alentour jusqu'au 10 mars et perd encore 120 combattants. Les Français perdent un soldat tué et un blessé⁴.

À la fin du mois de mars, la mission est accomplie. Toutes les villes ont été reconquises. Les groupes djihadistes ont perdu leurs bases, près de 600 combattants tués ou prisonniers, et sont passés dans la clandestinité. Les pertes totales des Français au combat sont de 4 morts et 24 blessés. La victoire est nette. Que faire ensuite ?

La première option consisterait à retirer complètement la brigade *Serval* du Mali et à se replacer dans la situation antérieure, avec une capacité d'intervention en quelques jours en cas de dégradation de la situation. Une autre possibilité serait au contraire de rester avec toutes nos forces afin de protéger la mise en place de la mission de formation EUTM et assurer le relais avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) qui doit remplacer et absorber la MISMA à partir d'avril 2013 pour assurer la stabilisation du pays. Oubliant qu'il s'agit aussi justement d'une des missions de la MINUSMA, on veut également protéger la tenue des élections présidentielles organisées dans l'urgence pour les mois de juillet-août 2013 ainsi que les législatives à la fin de l'année. On choisit finalement la deuxième option, mais en réduisant la brigade *Serval* à un seul GTIA baptisé Désert, centré sur Gao, et un groupement d'hélicoptères.

Tous les objectifs du plan international de stabilisation du Mali élaboré en 2012 sont atteints à la fin de l'année 2013. Il est alors encore possible pour la France de revenir à la posture opérationnelle précédente et de retirer ce qui reste de son corps expéditionnaire du Mali. Elle décide cependant de le maintenir et une nouvelle campagne militaire commence, qui prend le nom d'opération Barkhane le 1^{er} août 2014.

Un objectif ambitieux et des moyens limités

Les termes de la nouvelle mission de la force française ont parfois évolué (« *empêcher la reconstitution de zones refuges pour les terroristes* » est devenu par exemple « *lutter contre les organisations terroristes* », lorsque l'ennemi a effectivement pris le contrôle de certaines zones), mais on peut l'articuler de la manière suivante : contribuer à la stabilité dans la région, et donc à la défense des intérêts nationaux et européens, en contenant l'activité des organisations salafo-djihadistes rebaptisées « groupes armés terroristes (GAT) » à un niveau de menace faible jusqu'à ce que les forces armées locales puissent assurer elles-mêmes cette mission dans le cadre d'une autorité restaurée des États sur l'ensemble de leur territoire.

En considérant le caractère transnational des groupes djihadistes, cela revient sensiblement à appliquer la conception de *Serval* à l'ensemble des cinq pays-Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad-associés dans l'alliance du G5-Sahel à partir de février 2014 et plus particulièrement dans les trois pays centraux.

Cela fait normalement l'objet d'une grande stratégie interministérielles dite des 3D, pour Diplomatie, Développement et Défense, et dans laquelle la mission des forces armées françaises, la seule examinée ici, est double :

- Exercer une pression suffisante sur l'ennemi pour l'empêcher de constituer une menace importante.
- Renforcer au plus vite les forces amies de manière à ce qu'elles puissent elles-mêmes exercer cette pression.

⁴ Pierre Verborg, *Envoyez les hélicos !*, op. cit., p. 188-204.

La manière dont la fin de la campagne est envisagée n'est pas très claire. On peut l'imaginer comme ressemblant au retrait de tout ou partie des forces françaises actuellement à l'intérieur des pays du G5-Sahel, et au minimum du corps expéditionnaire présent au Mali depuis 2013, forces qui seraient donc remplacées sur le terrain par les forces armées régulières locales. C'était sensiblement le scénario de l'engagement des forces françaises dans la province de Kapisa/Surobi en Afghanistan en 2008, à la différence près que les ennemis désignés par la France ne sont pas forcément tous ceux des Etats locaux. Sans parler des groupes purement criminels, l'Etat malien doit faire face aux séparatistes touaregs, tandis que le Niger et le Tchad affrontent également Boko Haram, ou à partir de 2015, *l'Islamic State's West Africa Province* (ISWAP). De la même façon, même parmi les groupes classés comme ennemis par la France, il ne sera pas question de les affronter dans certaines zones, comme le centre du Mali. En d'autres termes, il n'y a complètement coïncidence complète des vues des partenaires sur qui est l'ennemi.

Sigles et acronymes

AFRICOM : *African Command*.
 AMO : Assistance militaire opérationnelle ou
 PMO : Partenariat militaire opérationnel.
 AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique.
 CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
 CEMOC : Comité d'état-major opérationnel conjoint.
 CMA : Coordination des Mouvements de l'Azawad.
 CRF : Complexe reconnaissance — frappes.
 DDR : désarmement, démobilisation et réintégration.
 EUTM : *European Union Training Mission*.
 FABF : Forces armées du Burkina Faso
 FAMA : Forces armées maliennes.
 FAN : Forces armées nigériennes.
 FLM : Front de libération du Macina.
 EIGS : État islamique au Grand Sahara.
 GAS : Groupes armés signataires.
 GAT : Groupes armés terroristes.
 GATIA : Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés.
 GT-A : Groupement tactique Aérocombat.
 GT-D : Groupement tactique Désert.
 HCUA : Haut conseil pour l'unité de l'Azawad.
 IED : *Improvised Explosive Devices*.
 MAA : Mouvement arabe de l'Azawad.
 MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali.
 MISMA : Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine.
 MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad.
 MONUSCO : Organisation des Nations unies en république démocratique du Congo.
 MUJAO : Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'ouest.
 MSA : Mouvement pour le salut de l'Azawad.
 ROEM : Renseignement d'origine électromagnétique.
 RVIM : Rassemblement pour la victoire de l'Islam et des musulmans.

S'il est question de l'action sur l'ennemi, il n'est jamais question à l'inverse de celle que celui-ci pourrait exercer sur nous. On n'envisage pas que les groupes djihadistes soient capables de nous vaincre sur le terrain, tant les différences de gamme tactique sont grandes sur les points de contact, mais on est sensible aux « événements ». Un événement est un fait se déroulant sur le théâtre d'opération qui apparaît dans les médias français. Il s'agit dans l'immense majorité des cas de faits négatifs, la perte de soldats en particulier, mais cela peut-être aussi des dommages collatéraux ou, moins gravement, de mauvais comportements. Ces événements peuvent être par ailleurs des manipulations. Dans tous les cas, ce sont ces événements, vrais ou faux, qui influencent le soutien des opinions publiques, qu'il s'agisse de l'opinion française ou de celle des nations au sein desquelles nous agissons. En dessous d'un certain seuil de soutien, le retrait est inévitable.

On perçoit donc dès le départ, que l'opération telle qu'elle est envisagée est une course de vitesse entre l'usure de l'engagement français et l'augmentation des capacités tactiques et de l'éthique des forces de sécurité malienne, nigérienne et burkinabé. C'est un pari très risqué. D'un côté, à partir du premier soldat français tué, les opérations militaires françaises n'ont jamais duré plus de neuf ans depuis 1962. De l'autre, les freins structurels au développement des armées locales sont si importants qu'il est difficile d'imaginer même une perspective de réussite à court terme, sauf avec un encadrement directif que personne n'envisageait alors. C'est d'emblée se lancer dans une voie avec des chances limitées de réussite.

D'un point de vue organisationnel *Barkhane* n'est pas une innovation majeure puisqu'il s'agit simplement d'un regroupement sous un même commandement de toutes les forces françaises, qui coopéraient déjà dans la zone du G5-Sahel, hors les

Forces spéciales de l'opération *Sabre* qui restent sous le commandement de l'État-major des armées. Il manque très largement une structure régionale française coiffant sous une seule autorité tous les instruments de puissance (militaire, économique, diplomatique, informationnel). Malgré le regroupement des moyens militaires de la région sous un commandement commun, *Barkhane* ne représente pas un renforcement, mais au contraire une réduction des moyens par rapport au maximum de mai 2013. Une opération militaire vise toujours au moins un « public » : l'ennemi désigné s'il y en a un, l'opinion publique française, les dirigeants locaux, les Alliés, etc. Or, la combinaison des obligations internationales que la France croit avoir, de la facilité d'engagement des forces armées sous la V^e République et du désir de satisfaire plusieurs publics a toujours incité à une multiplication des opérations militaires. C'est particulièrement vrai dans la période qui va de décembre 2013 à janvier 2015, lorsque le maintien de l'opération *Serval*, puis *Barkhane*, coïncide avec l'opération *Sangaris* en Centrafrique, puis l'opération *Chammal* en Irak et enfin l'opération *Sentinelle* en France. Dans un étrange paradoxe cette surextension ne modifie en rien la politique de réduction du budget et de suppression massive des effectifs. Il faut les attentats de janvier 2015 en France pour révéler cette inconséquence et inverser la tendance. On se trouve cependant à ce moment-là dans une dispersion stratégique très éloignée de la « concentration des efforts » que l'on affiche pourtant dans tous les exposés sur les principes de la guerre. Même si on ne prend en compte que les forces engagées dans la « guerre contre le terrorisme », une expression américaine malheureuse reprise à notre compte, on se trouve au niveau de la capacité de déploiement prévu pour un engagement majeur, soit 15 000 soldats, sensiblement la même chose qu'en 1991 en Irak. Pour autant, on ne voit pas bien comment on pourrait vaincre seuls cet ennemi avec ça.

À force de vouloir être partout, on ne se trouve en masse suffisante nulle part pour avoir des effets décisifs. Le contingent militaire français au Mali passe ainsi de 4 500 soldats à un millier au début de 2014 et l'ensemble du dispositif dans le Sahel n'en regroupe alors que 3 000. Le volume s'élève progressivement par la suite, par « petits paquets », en partie grâce au retrait de Centrafrique, avec un long palier à 4 500, suivi d'un bond à 5 100 seulement au début de 2020. La quantité est une qualité en soi et on verra que ce sous-effort, dû probablement également à une sous-estimation du problème, aura des conséquences opérationnelles puis stratégiques.

Les deux marteaux de *Barkhane*

Quand on reprend la mission, contenir l'ennemi en attendant la relève par les forces locales, on sent bien que c'est bien le deuxième aspect qui sera le plus difficile. On décide pourtant, par facilité, par préférence et parce que notre instrument militaire s'y prête mieux (avec seulement un marteau on ne voit que des clous), c'est bien le premier aspect qui privilégié par les forces françaises.

En qualité, *Barkhane* est donc composée d'une force aérienne et d'une force aéroterrestre. La force aérienne est composée d'un noyau dur de 6 à 7 avions de combat Rafale (jusqu'en 2016) ou Mirage 2000 C ou D, d'une petite dizaine d'avions de transport-ravitaillement divers, et d'une composante renseignement qui s'est étoffée avec le temps. *Barkhane* dispose désormais pour cela de trois avions légers de surveillance et de renseignement (ALSR), par intermittence des avions de surveillance de la Marine nationale Atlantique 2 capables également de frappes, et surtout d'une flotte de six drones MALE MQ 9 Reaper, dont trois désormais armés depuis fin 2019.

La force terrestre comprend un « groupement tactique aérocombat » (GT-A) basé à Gao avec une vingtaine d'hélicoptères divers-reconnaissance, attaque et transport- et une compagnie d'infanterie aéromobile de 80 hommes issus des formations de reconnaissance des brigades (groupes de commandos de montagne/parachutistes puis aussi sections d'aide à l'engagement débarqué) et de deux « groupements tactiques désert » (GT-D) de troupes blindées légères,

avec au total peu plus de 500 véhicules blindés (dont une moitié de Véhicules blindés légers, VBL)⁵.

Plusieurs alliés participent à la campagne, comme les 50 soldats estoniens qui participent à la protection de la base de Tombouctou, et surtout les Britanniques et les Danois avec les trois

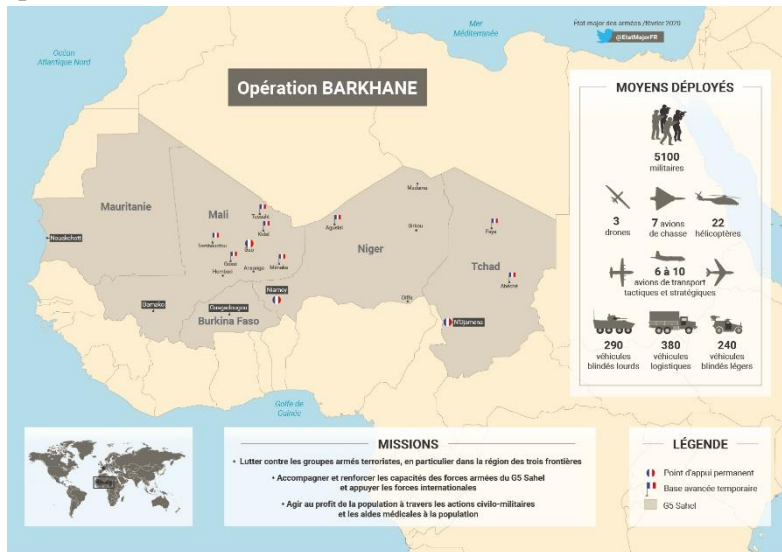


Figure 1 Dispositif Barkhane-février 2020

précieux hélicoptères lourds CH-47 D Chinook et les deux AW-101 Merlin (jusqu'à la fin 2020). D'autres l'appuient fortement comme les Américains, qui fournissent en particulier une grande partie du renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) et image (ROIM) notamment grâce à leur base de drones à Agadez, ou encore du ravitaillement en vol. Sans cette aide étrangère, l'opération *Barkhane* pourrait se poursuivre mais plus difficilement, ce qui souligne en creux les « trous capacitaires » que l'on a concédés dans notre

outil militaire par manque de ressources financières ou mauvaise organisation (hélicoptères de transport lourds, ravitailleurs en vol, drones, renseignement électromagnétique).

Dans les faits, en ôtant les éléments indispensables de la logistique, du commandement et de la protection des différentes emprises, la capacité de manœuvre aéroterrestre correspond à peu près la moitié du volume total de forces, plus le petit groupement de forces spéciales de *Sabre* associé à *Barkhane*.

L'ensemble est réparti sur quatre nations du G5-Sahel avec N'Djamena comme base aérienne et siège du poste de commandement, Niamey comme pôle principal de renseignement et deuxième base aérienne accueillant progressivement toute la force de frappe, et Gao au Mali comme centre de gravité des forces aéroterrestres. Une petite dizaine de bases secondaires ou temporaires complètent le dispositif au Tchad et surtout sur les axes de Gao vers l'Algérie, vers la Libye via le nord Niger et vers la zone des « trois frontières » des Burkina Faso/Mali/Niger ou Liptako-Gourma, zone d'effort principale qui représente à elle-seule presque la superficie de la France. Le dispositif *Barkhane* peut recevoir des renforcements rapides de la part des quatre bases du deuxième cercle Dakar-Abidjan-Libreville-Djibouti ou encore de l'échelon d'urgence en alerte en France.

Barkhane travaille en coopération avec les autres acteurs militaires de la région, le commandement américain AFRICOM, le MINUSMA qui appuie logistiquement *Barkhane* et les armées locales tout en s'efforçant d'assurer la sécurité de certains points, la mission de formation EUTM-Mali, les forces armées nationales, FAN et FAMA dans la zone d'action principale, et enfin la force commune du G5-Sahel créée officiellement en février 2017 avec qui un état-major de coordination et de partage du renseignement vient d'être créé à Niamey. *Barkhane* et toutes ces forces sont désormais largement interdépendantes dans une sorte de « Mikado » militaire dont il est difficile de sortir une pièce sans le faire s'effondrer.

⁵ Dossier de Presse — Opération Barkhane — septembre 2020. Bureau relations médias de l'État-major des armées.

Si elle intègre un volet assistance militaire, *Barkhane* est fondamentalement organisée en deux forces complémentaires pouvant agir sur l'ennemi :

- Un « complexe reconnaissance -frappe (CRF) », au sens russe de système intégrant un réseau de « capteurs » de tous types, en l'air ou au sol, et des « frappeurs » aériens, aéroterrestres et terrestres (par raids aéromobiles principalement) afin de détruire le plus rapidement possible toutes les cibles ponctuelles décelées.
- Une force de reconnaissance et de contrôle temporaire de zone avec ses « groupements tactiques désert ».

Il manque en revanche à *Barkhane* une capacité de contrôle permanent des espaces humains et géographiques, ce qui est en réalité l'objectif militaire à atteindre. *Barkhane* ne dispose ni des effectifs, ni de la légitimité nécessaires pour une mission qui relève forcément des forces locales. Quand on parle de mettre l'ennemi à portée des forces locales ou de « relève », il ne s'agit pas pour les armées nationales de « faire du *Barkhane* », mais de contrôler le terrain.

Grâce à l'ennemi qui présentait des objectifs importants, villes-bases, *Serval* a pu être une opération de conquête et une opération séquentielle (chaque action dépend du résultat de la précédente). C'est une opération qui pouvait se suivre sur une carte au journal de 20 heures, jusqu'à l'atteinte d'un objectif final. Cela présentait de grands avantages opérationnels pour la France mais aussi en termes de communication. On pouvait voir très concrètement quel était le sens de l'histoire. *Barkhane* est tout autre chose dans sa forme. C'est une opération de pression cumulative. L'ennemi s'est adapté et est devenu plus diffus. Il n'y a plus de drapeau à planter sur des villes libérées ou de grandes bases à détruire, mais une multitude d'actions limitées contre des forces mobiles et dissimulées ne dépassant presque jamais la taille de bandes de quelques dizaines d'individus, rarement plus d'une centaine. L'objectif à atteindre n'est plus de mettre un drapeau sur le « Reichstag à Berlin » mais de voir émerger soudainement un résultat stratégique. La qualification « anti-terroriste » donnée à l'action contre un ennemi qui n'est pas différencié, mais regroupé dans le bloc abstrait de « GAT » limite ces résultats recherchés à la destruction, que l'on n'ose pas évoquer tant elle paraît peu réaliste, ou à la neutralisation, c'est-à-dire réduire à peu de choses la capacité d'agir de l'ennemi. Elle exclut *a priori* toute négociation, la fin pourtant habituelle de ce genre d'opérations, et quand l'ennemi n'est pas présenté comme un ennemi, mais comme un criminel cela donne caractère plus policier que politique à l'affrontement. Or, la mission de la police est une mission sans fin.

Au bilan, avec ses deux « marteaux », CRF et Groupements aéroterrestres, *Barkhane* et *Sabre* ne peuvent donner que des « coups », seules ou en coopération avec les forces armées alliées, contre des organisations djihadistes comptant chacune quelques centaines de combattants, soit un total moyen entre 2 000 et 3 000 combattants permanents, et quelques milliers de membres plus ou moins affiliés et au sein de populations rurales qui de gré ou de force apportent soutien matériel, renseignement et camouflage.

Barkhane n'a pratiquement aucun effet sur les causes profondes de l'existence et du développement de l'ennemi. Elle ne peut en particulier et au contraire de l'ennemi contrôler une zone de terrain au-delà de quelques semaines, même en ajoutant à l'action de la force des actions d'aide auprès de la population. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, si la zone sécurisée n'est pas occupée immédiatement par une administration et des forces de sécurité fortes, légitimes et permanentes de l'État local, la « tache d'huile » n'aura été qu'une tache d'eau.

Pour résumer, *Barkhane* est une force contre-force, une « guérilla contre la guérilla », avec les vertus et les limites que cela implique face à un adversaire beaucoup moins puissant, mais qui peut tenir le terrain et la population dans la longue durée, avec par ailleurs des capacités de renouvellement de ses forces et une forte résilience.

Le syndrome de la Reine rouge

Une « guérilla contre la guérilla » n'obtient d'effets opérationnels qu'à partir du moment où la pression exercée sur l'ennemi réduit sa capacité de combat jusqu'au seuil critique où celle-ci ne peut plus être reconstituée. L'inconvénient majeur est qu'en deçà de ce seuil, les effets peuvent être contre-productifs. La pression réciproque que constitue la lutte armée peut en effet être aussi un stimulant à l'évolution selon le principe d'une courbe de Laffer : très peu de pression n'incite pas à la mobilisation, l'apprentissage et l'innovation, tandis que beaucoup de pression paralyse et ne le permet plus. Entre les deux pôles, on trouve l'« eustress » défini comme la zone positive du stress, celle où on met en œuvre tous les moyens à sa disposition pour faire face à un événement donné⁶.

Une des grandes difficultés de la lutte des grandes armées occidentales face aux organisations armées est justement que malgré l'énormité des efforts consentis, elles ne parviennent que rarement à atteindre le seuil critique de la neutralisation, sans même parler de destruction. Le stratégame David Killcullen compare cela à la Reine rouge dans *Alice au pays des merveilles* obligée de courir sans cesse pour simplement rester à la même place face à un ennemi qui ne cesse de s'adapter et de monter en puissance⁷. On peut tuer tous les chefs successifs d'une organisation et voir en même temps cette organisation se développer sous la direction de nouveaux chefs à chaque fois plus durs et expérimentés.

Face à ce constat, corroboré par la lutte des différentes puissances, parfois les plus importantes, contre les organisations armées dans le Grand Moyen-Orient depuis le début du XXI^e siècle, il n'y a donc finalement que deux postures efficaces :

- Ne pas mener d'opérations offensives et se contenter de parer les coups du « faible » et d'attendre que ses faiblesses structurelles, en espérant qu'il en ait, fassent le reste.
- Au contraire, pratiquer un effort énorme de « prédation » afin de faire atteindre son point de rupture à l'ennemi.

En revanche, face à des structures politico-militaires particulièrement résilientes et apprenantes, ce qui est le cas des organisations djihadistes, la « guerre à demi » ne donne que des résultats médiocres, au mieux le sur-place de la Reine rouge. Si on ne veut pas engager des prédateurs adaptés au milieu et en nombre élevé, il vaut mieux s'abstenir.

L'intervention de *Serval* avait permis d'éliminer près de 600 combattants ennemis⁸, principalement dans les régions de Gao et de l'Adrar des Ifoghas, en l'espace de quatre mois. En ajoutant les pertes indirectes, blessés irrécupérables, défections et ralliements dans des organisations armées non classées comme ennemies par la France, ainsi que la difficulté à recruter par la désorganisation et la perte de prestige, on peut considérer que l'on avait alors atteint le seuil critique de la neutralisation opérationnelle. Les organisations djihadistes, si elles n'ont pas disparu sont restées peu actives jusqu'en 2015, un créneau dont on peut regretter désormais qu'il n'ait pas été mis plus à profit. Nous avons préféré faire une « guerre à demi ».

Les organisations armées que nous affrontons au Sahel sont presque toutes structurées en centaines de groupes autonomes de la taille d'une section d'infanterie évoluant au sein de milieux difficiles. Après *Serval*, ces groupes ont été incités à innover, ils ont une bonne connectivité grâce à de nombreux liens aussi bien personnels, familiaux, tribaux, écoles, que techniques grâce aux moyens modernes ou même rustiques, mais utilisés intelligemment et

⁶ Hans Selye, *Le Stress de la vie : Le problème de l'adaptation*, Gallimard, 1962.

⁷ David Killcullen, *The Dragons and the Snakes: How the West Learned to Fight the West*, C. Hurst & Co Publishers Ltd, 2020.

⁸ Voir Bernard Barrera, *Opération Serval*, Le Seuil, 2013.

une bonne résilience grâce à la connexion avec de nombreux flux de ressources, argent, armes légères et surtout recrues⁹. Avec une moyenne de six à sept ans de service pour un soldat français, on peut considérer que la plupart de ceux qui ont participé à l'opération *Serval* en 2013 sont désormais civils, et depuis cette époque, très peu parmi ceux qui sont restés militaires ont passé plus de quelques mois au Sahel. Pendant ce temps, la majorité des combattants djihadistes qu'ils ont eus en face d'eux en 2013, et dont plus de 80 % avaient survécu, sont restés sur place, ont accumulé de l'expérience et évolué plutôt par sélection et méritocratie. À moins d'exercer une pression très forte, le « capital tactique » ne pouvait qu'augmenter plus vite du côté djihadiste que du nôtre.

Tuer des Français

Du côté de nos ennemis, la problématique stratégique est un peu différente. Les différents groupes armés que nous affrontons ont des agendas politiques particuliers et leurs actions militaires visent aussi des publics différents : populations locales, autres groupes rivaux/alliés, Etats et armées locales, les pays extérieurs intervenants et en particulier la France. Leur effort militaire se porte sur les forces de sécurité locales qu'elles cherchent au moins à chasser des espaces à contrôler et au mieux à les neutraliser, voire les faire s'effondrer.

Face aux Français, cette approche serait vaine. Les groupes djihadistes savent qu'il leur sera impossible non seulement de gagner des batailles contre *Barkhane*, ni même d'exercer une pression suffisante sur elle pour la faire « craquer »¹⁰. Ils savent en revanche que le centre de gravité de l'ennemi est le taux d'approbation des Français à l'engagement militaire au Sahel, qu'il s'agit pour eux de faire passer de 63 % en début de 2013 à moins de 50 %. Autrement dit, entre la part de ceux qui seront toujours favorables à une intervention militaire et à sa poursuite et ceux qui y seront systématiquement opposés, il s'agit de faire changer d'avis environ 10 % de Français¹¹.

Le meilleur moyen pour y parvenir est de tuer des Français, pas forcément en France, ce qui peut susciter au contraire des réactions inverses de raidissement, mais le plus loin possible justement de la France là où on peut mettre en doute plus facilement l'intérêt de tels sacrifices¹². Ils savent aussi que les morts n'ont pas toujours la même valeur stratégique. Pour les familles et les proches, le sacrifice sera toujours irréparable. Pour la nation tout entière, il peut être compensé par ce qu'il a permis d'obtenir. Six soldats français sont tombés d'avril à mai 2013 au début de l'engagement français au combat au Mali, mais les Français pouvaient alors voir le bilan qui accompagnait chacune de ces pertes : offensive djihadiste stoppée, libération des villes de Gao, Tombouctou et Kidal, destruction des bases ennemies, libération d'otages. La forte prise de risques, et donc mécaniquement des morts et des blessés français, a permis à ce moment-là d'avancer vers une victoire même relative.

Dans le cadre d'une opération cumulative en revanche, il devient difficile de présenter un bilan important à côté de chaque perte et surtout de montrer qu'il s'agit d'une étape claire vers la victoire. L'utilité du sacrifice devient moins évidente. On peut évoquer en échange l'élimination de X combattants ennemis et/ou d'un leader important, mais cela devient de la comptabilité à la fois morbide et abstraite. Mourir pour des statistiques passe alors nettement moins bien que pour libérer une ville surtout si on ne voit pas bien comment une victoire va émerger au bout de cette accumulation de chiffres. L'évolution fait d'ailleurs qu'il n'y a en réalité souvent aucun

⁹ Léo Blanken, Kai Thaxton et Michael Alexander, *Shock of the Mundane: the Dangerous Diffusion of Basic Infantry Tactics*, War on the Rocks, 27 février 2018.

¹⁰ Edward H. Carpenter, Jessica M. Libertini, "Quantifying Lethality on the Back of a Napkin", *Strategy Bridge*, July 9, 2019.

¹¹ Andrew J.R. Mack, "Why Big Nations Lose Small Wars", in *World Politics*, janvier 1975.

¹² Robert Scales, *Scales on War : The Future of America's Military at Risk*, Naval Institute Press, 2016.

bilan immédiat à présenter après chaque soldat tué puisque celui-ci l'a souvent été, par accident ou engin explosif, sans contact direct avec l'ennemi.

Le doute finit par s'installer quant à l'intérêt de chaque sacrifice. À ce moment-là, selon les principes des « coûts irrécupérables », intervient généralement l'argument de la nécessité de continuer pour que les pertes précédentes n'aient pas été vaines. Lorsque survient enfin la perception que les soldats tombent vraiment pour rien ou pour un bilan négatif, le taux d'approbation devient négatif et le retrait est alors irrévocable et généralement rapide. Le schéma de l'engagement français dans les provinces afghanes de Kapisa/Surobi de 2008 à 2012, avec une course finale entre les deux principaux candidats à la présidentielle pour replier les forces le plus vite est un modèle du genre.

Ce processus classique d'usure peut s'accélérer considérablement avec le nombre de soldats tués en un seul combat¹³. Un seul soldat qui tombe fait l'objet d'un communiqué. De deux à trois, l'évènement suscite des articles et des débats dans les médias. À partir de quatre, l'enjeu devient clairement politique, les armées peuvent être remises en cause sur la conduite de l'opération. Depuis 1962 et avant 2019, il y a eu aussi trois « journées noires » en 1970, 1983 et 2008 où au moins dix soldats français sont tombés au combat dans une seule journée. Chacune de ces journées a provoqué un profond ébranlement et la remise en cause de l'opération en cours. Ces journées noires peuvent aussi concerner des civils, comme lorsque six Français membres d'une organisation humanitaire sont tués près de Niamey en août 2020.

Par un biais classique qui veut que l'impact émotionnel des pertes soit toujours plus fort que celui des gains, à beaucoup plus forte raison lorsque ces pertes et des gains sont des vies humaines, on s'interroge par ailleurs assez peu sur l'effet sur l'ennemi des pertes que nous lui infligeons. On demandera plutôt si « *Barkhane* n'est pas en train de s'enliser » ou « s'il n'est pas temps de partir », mais jamais si l'ennemi, qui reste très abstrait, n'est pas en train de rompre.

Tout l'enjeu est donc de maintenir l'approbation des Français à la poursuite de la guerre et donc pour cela éviter d'avoir des pertes. C'est une affaire de communication militaire et politique, de contexte général, mais aussi de bilan sur le terrain avec cet inconvénient majeur qu'il n'y a guère de résultats sans prise de risques¹⁴.

Tuer des soldats français n'est cependant pas facile, surtout dans des combats, tant la différence de niveau tactique est importante. On peut toujours essayer de compenser cette différence en jouant sur la surprise, mais les combattants djihadistes sahéliens peuvent beaucoup plus difficilement que dans la géographie de l'Afghanistan organiser des embuscades contre des forces mobiles ou des attaques contre les bases. Parmi les rares exemples, on peut citer le 14 avril 2018, lorsque le camp de *Barkhane* à Tombouctou subit une attaque dite complexe. Une section ennemie combinant tirs de mortiers et tentative de pénétration avec des véhicules piégés (aux couleurs de la MINUSMA) essaie de pénétrer dans le site avec une vingtaine de combattants en moto dont certains porteurs de ceintures explosives. L'attaque est repoussée avec pertes, pour deux blessés français. Le 11 mars 2019, un bivouac d'un sous-groupe blindé est également attaqué au sud de Ménaka par un groupe ennemi fort d'un véhicule-suicide et d'une quinzaine de combattants à moto. Là encore, le véhicule-suicide est détruit avant le contact et les combattants repoussés.

Pour l'instant, les attaques complexes de l'ennemi ne réussissent pas contre les Français. Elles sont repérées et détruites avant d'être véritablement dangereuses. Les attaques par véhicules suicide, le « missile de croisière du pauvre », ont causé deux morts français et on ne connaît qu'un cas d'embuscade de petite ampleur, sur une équipe de déminage intervenant sur un

¹³ Edward N. Luttwak, «Towards post heroic warfare», *Foreign Affairs*, 1995.

¹⁴ Gil Meron, *How Democracies Lose Small Wars*, Cambridge University Press, 2003.

engin explosif décelé et provoquant un mort français. Il n'est pas dit que cette relative faible efficacité perdure éternellement. Comme en Afghanistan, un nombre accru d'attaques-suicides poserait notamment un sérieux problème ainsi que les attaques par infiltrations au sein des troupes alliées à l'encontre des équipes de conseillers, pour ne rester que dans les modes d'action connus. En réalité, l'ennemi préfère réserver ses attaques d'infanterie contre des cibles beaucoup plus faciles et finalement aussi rentables stratégiquement, comme les troupes régulières locales ou la MINUSMA.

Le mode d'action le plus efficace de l'ennemi est, et de loin, l'emploi d'engins explosifs improvisés (IED) — qui ont à ce jour provoqué 23 morts et plusieurs centaines de blessés français¹⁵, soit 40 % de nos pertes totales¹⁶. L'ennemi profite de la dépendance de notre système de forces aux bases et aux axes routiers, pour la logistique ou même les opérations où l'on cherche à protéger les soldats par le blindage, ce qui est efficace à condition que le blindage soit vraiment protecteur, ce qui est le cas des engins les plus lourds comme les véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) et beaucoup moins des VBL. L'emploi des IED, de véhicules suicides explosifs ou encore de piétons, ne peut s'effectuer sans une infrastructure technique, une maîtrise par la crainte ou l'adhésion du milieu humain dans lequel on opère et un cadre de recrutement et d'endocinement de candidats au suicide.

L'augmentation de leur nombre et de leur sophistication est toujours un indice de la montée en puissance technique de nos ennemis. Malgré toute l'expérience acquise en Afghanistan et toutes les précautions prises, c'est une menace difficile à contrer si on ne contrôle pas vraiment le terrain, c'est-à-dire concrètement si on n'y vit pas. À moins de changer de mode opératoire, tout au plus peut-on réduire le besoin de routes par l'emploi de la troisième dimension et remplacer les véhicules les plus vulnérables par des engins mieux protégés. Là encore, on remarquera combien les économies réalisées pendant des années sur le budget des armées et freinant le renouvellement ou l'adaptation de ses équipements se paient cher aujourd'hui.

Pour autant, on peut considérer aussi avoir limité les effets des coups de l'adversaire. Après avoir perdu six soldats tués de janvier à avril 2013 durant la phase active de *Serval*, les pertes ont été très étalées dans le temps jusqu'au 25 novembre 2019, avec un homme tué tous les trois mois en moyenne, souvent par accident, et avec peu de pertes groupées, le maximum étant de trois d'un « coup » le 12 avril 2016. C'est un taux de pertes proche de celui de mortalité militaire sur le sol français. L'ennemi avait alors échoué à saper l'approbation de l'opération *Barkhane* par l'opinion publique française, dont les perceptions sur les engagements avaient, il est vrai, été modifiées par les attentats de 2015 en France. Ces attentats n'étaient pas d'origine sahélienne, mais on pouvait considérer les organisations comme l'EIGS et AQMI comme étroitement liées à celles qui nous avaient attaquées. L'engagement au Sahel traîne en longueur et dépasse largement les trois ans que l'on peut considérer comme la limite empirique de l'enlisement d'une opération. On commence à douter de son efficacité stratégique, mais on la soutient encore majoritairement, car elle entre dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » qui mobilise alors les esprits¹⁷.

Survient ensuite l'« événement » du 25 novembre 2019 lorsque treize hommes tombent au cours d'un accident d'hélicoptères, soit autant en une seule journée que de 2014 à 2016. C'est la quatrième « journée noire » des armées depuis 1963. Même si elle s'inscrit dans le cadre d'un combat, il s'agit pour la première fois d'un accident avec la percusion de deux hélicoptères. Paradoxalement, la maîtrise de la troisième dimension, si elle constitue un énorme avantage, peut constituer aussi une faiblesse. Dans l'immense majorité du temps l'usage du ciel pour le

¹⁵ Les données relatives à l'opération *Barkhane*, et notamment celles des combats et pertes, sont issues principalement de <https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane> et de <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=4&titre=presentation>

¹⁶ Blog opex360, 16 janvier 2021.

¹⁷ Yvan Guichaoua, « L'horizon compromis de la force Barkhane au Mali », *The Conversation*, 10 mai 2017.

transport et le combat réduit la menace des IED et permet de mener des attaques sans risques comme les frappes aériennes et droniques ou avec des risques contrôlés comme lors des raids aéromobiles du GTA-A ou des Forces spéciales. La réduction du risque ne signifie pas cependant la fin du risque. Le premier soldat tué de la guerre l'a été au début de *Serval* dans un hélicoptère Gazelle, qui s'avère la machine la plus fragile de l'arsenal volant, avec quatre engins perdus. C'est néanmoins à ce jour le seul cas dans cette campagne d'un soldat français tué par l'ennemi dans la troisième dimension. Le risque majeur y est celui des accidents, surtout des engins de transport. Dans un environnement où l'ennemi ne dispose pas de moyens anti-aériens performants, l'emploi de l'hélicoptère a sans aucun doute sauvé plus de vies par l'évitement des routes et des IED qu'il n'a causé de pertes, mais lorsque les accidents surviennent ceux-ci sont spectaculaires et peuvent provoquer des pertes importantes ce qui provoque aussi beaucoup d'effets sur l'opinion.

Dans les faits, la situation stratégique du 26 novembre 2019 n'avait pas changé depuis le matin du jour précédent et était toujours aussi critique, mais l'ampleur de l'émotion a obligé le président de la République à réagir. Cela a conduit à la réunion d'un sommet des dirigeants du G5-Sahel à Pau qui a décidé, faute de véritables autres options, de continuer comme avant mais avec des moyens supplémentaires. Au lieu de nous paralyser, le stress nous a finalement fait prendre des décisions qui auraient dû en réalité être prises beaucoup plus tôt. Un autre accident comme celui du 25 novembre 2019, quelles que soient les circonstances, serait cependant un coup très dur porté à l'avenir de l'opération *Barkhane*.

On ne l'évoque pour l'instant jamais, mais il faut compter aussi avec l'usure économique. Avec un peu plus de 600 millions d'euros de surcoût annuel moyen, l'engagement militaire de la France au Sahel a déjà coûté nettement plus (un peu plus de 4 milliards d'euros¹⁸) que celui réalisé en Afghanistan en douze ans (3,5 milliards d'euros). Pour une opération *Barkhane* essentiellement destinée à traquer des petits groupes de combattants avec des moyens relativement sophistiqués (une heure de vol de drone Reaper coûte 5 000 euros) cela revient sensiblement à dépenser au moins un million d'euros pour chaque combattant ennemi éliminé. Un coût moyen qui tend à diminuer lors des phases d'engagement maximum de troupes au sol (environ 500 000 euros par ennemi dans la phase active de *Serval*) et augmenter dans les phases plus creuses, le fonctionnement de l'opération coûte même sans combat, jusqu'à s'approcher de deux millions d'euros par ennemi¹⁹. L'ensemble est considéré comme supportable, mais il n'interdit pas de s'interroger sur le rapport coût/efficacité de notre manière de combattre. Il n'est pas dit surtout que dans le contexte économique difficile que connaît la France le milliard d'euros que nous dépensons annuellement au Sahel, en comptant toutes les dépenses civiles et militaires, ne finisse par être questionné.

En résumé, si l'approbation de l'opinion publique a diminué, ce n'est pas tant que les pertes étaient trop importantes, mais que celles qui survenaient apparaissaient de moins en moins utiles. Éviter d'avoir des pertes c'est bien, réaliser sa mission c'est mieux.

Éliminer des Djihadistes

Dans le cas de l'action de « prédation » des forces françaises contre les djihadistes, la phase active de *Serval* avait permis d'éliminer près de 600 combattants ennemis sur 3 000 (365 tués et 220 prisonniers²⁰). En ajoutant les pertes indirectes, blessés irrécupérables, défections et ralliements définitifs dans des organisations armées non classées comme ennemies par la France, le taux de pertes est de l'ordre de 40 %. Les pertes françaises définitives sont alors de six morts et en comptant les blessés graves, le taux de survie est de l'ordre de 99 %. En termes

¹⁸ Projet de loi de finances pour 2019 : Défense : Préparation et emploi des forces. B. L'augmentation des crédits du programme bénéficié à l'EPM et aux Opex. <https://www.senat.fr/rap/a18-149-6/a18-149-62.html>

¹⁹ Michel Goya, *Du transfert du risque*, Défense et sécurité internationale n° 129, mai-juin 2017.

²⁰ Voir Bernard Barrera, *Opération Serval*, Le Seuil, 2013.

de létalité réciproque (taux de survie + taux de pertes ennemies/2), *Serval* a atteint le niveau très élevé de 70. L'ascendant français a été très net. Pour chaque soldat français tué, il y a au moins 80 combattants ennemis éliminés, et le nombre de combats a été suffisamment important pour faire atteindre à l'ennemi le seuil critique de la neutralisation opérationnelle, au moins temporairement.

La pression sur l'ennemi alors diminue d'un coup après cette période. D'abord parce que celui-ci s'est réduit, se dissimule, se fond parfois dans certains autres groupes armés locaux que la France ne considère pas comme ennemis ou encore s'installe hors de la zone d'opérations, au sud de l'Algérie ou en Libye en particulier. Le nombre de « cibles » dans la zone d'opération, puisque désormais on ne raisonne qu'en termes de cibles, s'est donc évidemment réduit d'autant.

Mais d'un autre côté, la France, victorieuse, n'a pas forcément été non plus incitée à innover. *Serval* était en soi une innovation sous la pression dans la mesure où la menace avait permis de rompre avec toute une série de contraintes que la France s'était imposée dans ses interventions en Afrique depuis 1979 pour revenir aux interventions directes, et efficaces, de la période 1969-1979. Mais après le succès est venu le relâchement. Le relâchement des idées neuves d'abord en décidant simplement de continuer ce que l'on faisait et le relâchement des moyens. L'ennemi diminue, mais nos forces aussi et leur activité.

Cela contribue à la faiblesse des pertes françaises, mais aussi à celle de l'ennemi. On passe de 100 combattants ennemis éliminés par mois de janvier à avril 2013 chute à 10 par mois jusqu'à la fin de 2017²¹. Autrement dit, il suffit que les différents groupes djihadistes recrutent au moins dix nouveaux combattants pour que l'effet soit annulé. Au début de *Serval*, il y avait 80 ennemis qui tombaient pour un soldat français, ce chiffre n'est plus que de 45 en 2017. Si les pertes françaises sont limitées, celles de l'ennemi aussi. Le taux de létalité français doit descendre aux alentours de 50, ce qui, compte tenu de l'impossibilité de l'ennemi de nous infliger des pertes très importantes en volume, constitue presque le minimum possible. C'est peut-être suffisant pour empêcher l'ennemi de faire les choses en grand comme en 2012, mais pas pour empêcher de faire les choses, de se réorganiser, de s'implanter progressivement dans d'autres zones et d'accumuler de l'expérience là où les contingents de *Barkhane* et même leurs chefs ne cessent de tourner.

C'est apparemment paradoxal puisque les Français gagnent tous les combats. Les combats n'engagent sur la zone des tirs que quelques dizaines de combattants au maximum de part et d'autre. Ils sont souvent très courts, quelques heures au maximum, et dans l'immense majorité des cas en faveur de celui qui a pris l'initiative du feu. Beaucoup de ces combats sont en réalité des frappes au sens large, qu'il s'agisse du côté djihadiste d'attaques par IED ou des tirs de roquettes sur les bases, ou du côté français de frappes aériennes par avion de combat ou de plus en plus, depuis décembre 2019, par drones armés.

La plupart des combats sont en fait à l'initiative des Français, face à des ennemis révélés dans des opérations de reconnaissance des GT-D ou décelés par différents capteurs et traités ensuite par des attaques spécifiques du CRF. Les premières opérations engagent d'un ou plusieurs sous-groupements tactiques des GT-D et du GT-A jusqu'à un maximum de 800 combattants jusqu'en 2020, le plus souvent en coopération avec des forces locales.

L'opération *Aconit*, organisée du 7 au 19 juin 2019 dans la forêt d'Azmabara en constitue un bon exemple. L'opération est lancée en réaction à une embuscade meurtrière djihadiste contre l'armée nigérienne quelques semaines plus tôt. Elle consiste essentiellement en une recherche de l'ennemi par une fouille de zone par un GT-D presque au complet avec trois sous-groupements blindés légers, et une surveillance aérienne permanente (Atlantique 2 et

²¹ « Sahel : l'armée française a "neutralisé" plus de 600 djihadistes depuis 2015 », *Les Echos*, 28 février 2019.

drone MQ-9 Reaper) avec le GT-A en alerte à Gao et Ménaka. Une bande ennemie est finalement repérée dans la soirée du 13 juin et attaquée par une unité hélicoptérée de commandos. Numériquement, le rapport de forces sur le point de contact est sensiblement équilibré, mais la combinaison de la qualité des troupes débarquées (et notamment dans leur supériorité technique de nuit), du renseignement par drone et de l'appui hélicoptéré et aérien donne un niveau de gamme tactique très largement supérieur en faveur des Français (de l'ordre de 7 ou 8 avec la qualité des troupes, l'avantage du combat de nuit et l'appui hélicoptéré contre un niveau 2 au maximum)²². Dès lors, le résultat du combat ne fait aucun doute et la bande ennemie est presque entièrement détruite, avec 20 à 25 combattants éliminés, sans aucune perte française.

Dans ces conditions tactiques, l'ennemi ne peut espérer qu'un « coup heureux » et provoquer un événement, ce qui pourrait suffire à équilibrer un peu les bilans, voire à les renverser. Dans le cas d'*Aconit*, l'ennemi y parvient presque en touchant un hélicoptère Gazelle, qui réussit à se poser avant qu'un hélicoptère Tigre vienne secourir de manière acrobatique l'équipage blessé. On perd néanmoins un hélicoptère.

Les attaques dites d'opportunité, en fait sur des cibles repérées au préalable et bien planifiées, sont logiquement encore plus efficaces, car les forces françaises bénéficient de la surprise et de l'avantage du premier tir, qui est souvent un missile ou une bombe guidée. Les cibles sont souvent également de valeur plus élevée. Cela suppose cependant de disposer de renseignements précis. Les plus importantes de ces attaques ont concerné Abdelmalek Droukdel, émir d'AQMI, Abou Walid Al-Sahraoui, chef de l'Etat islamique au Grand Sahara, tués respectivement le 3 juin 2020 et le 17 août 2021, par des frappes de drones accompagnées éventuellement de raids hélicoptérés de TF *Sabre*.

Reste le cas où les soldats français ont agi en réaction d'attaques contre des civils, comme lors des attaques d'hôtels à Bamako et Ouagadougou en novembre 2015 et janvier 2016, des situations confuses où les Forces spéciales françaises ont participé à l'élimination des petites cellules djihadistes. Le 18 juin 2017 à l'hôtel de Yirimadio, en périphérie de Bamako, une autre attaque a été stoppée par des permissionnaires français qui avaient leur arme avec eux. C'est néanmoins une action de ce type, la libération de quatre otages à Gorom-Gorom au nord du Burkina Faso qui a suscité le plus d'émotion en France, car deux commandos-marine y ont été tués en retenant leur feu pour ne pas toucher les civils. Ces deux hommes courageux faisaient partie des six soldats qui ont été tués par balles depuis mai 2013, et comme très souvent en cherchant l'ennemi. Dès lors que le contact est pris, la supériorité tactique française est toujours très nette.

En résumé, les Français gagnent la très grande majorité des combats de rencontre et infligent à l'ennemi des pertes très supérieures aux leurs. C'est une tendance qui ne peut être contredite que par une professionnalisation accrue des forces adverses, par capitalisation d'expérience tactique si les pertes qu'on leur inflige sont trop faibles, par l'emploi accru de combattants suicides, d'armes de précision bien servies (snipers), mais surtout pas l'introduction d'armements légers « anti-accès » terrestres, anti-véhicules, antiaériens, fusils de snipers lourds, modernes. L'introduction de telles armes changerait très certainement la donne en provoquant de plus lourdes pertes et en imposant de plus grandes précautions d'emploi, mais cela supposerait l'aide d'une puissance étrangère disposant de tels équipements. À horizon visible, la réduction sensible de la différence de gamme tactique est peu probable.

Gagner tous les combats, c'est bien, mais cela ne sert pas à grand-chose si cela ne permet d'obtenir des effets opérationnels. De fait, toutes les petites victoires françaises de fin 2013 à fin 2019 n'empêchent pas la situation de se dégrader. Par insuffisance de forces au sol ou en

²² Michel Goya, « La notion de gamme tactique », *Défense et sécurité internationale*, n° 137, septembre-octobre 2018.

l'air et la pratique du « pas un pas sans l'appui d'aéronefs rares », les victoires sont insuffisantes en nombre pour atteindre un taux de létalité minimum de 70 qui seul permet de réduire durablement ses capacités.

Par ailleurs, une campagne de frappes, de raids et même d'opérations de recherche au sol ne permettent pas d'occuper le terrain. Notre combat est d'abord un affrontement entre espaces dits « fluides », c'est-à-dire où ne peuvent vivre les êtres humains autrement qu'avec des artefacts, mer, air, espace extra-atmosphère, cyberspace, et espaces « solides » où vivent les êtres humains²³. Nous dominons les espaces fluides à partir de nos bases et frappons ponctuellement dans l'espace solide, mais nous ne contrôlons pas ceux-ci. Dès lors, l'ennemi peut utiliser le terrain qu'il contrôle pour réduire l'efficacité des coups du ciel ou des raids terrestres selon des procédés désormais classiques : camouflage des armes, mélange avec la population, parfois abris et souvent camouflage, mais aussi simplement fuite temporaire de la zone attaquée. On comprend que l'action du complexe de reconnaissance-frappes (CRF) français est plus efficace si elle se combine avec celle d'une force de présence au sol qui s'efforce de réduire autant que possible cette dissimulation ou cette fuite de l'ennemi, voire même parvient à le concentrer pour le rendre plus visible, puis participe à sa destruction. Évidemment, plus cette force de présence est puissante et présente dans la durée et plus cette combinaison est efficace.

Le principe de l'interaction stratégique et de l'imitation du « faible »

L'analyse de 202 conflits asymétriques depuis 1800 témoigne de la difficulté croissante des « très forts » à vaincre les « faibles ».

En distinguant deux types de stratégies :

- . Contre la force adverse (pression).
- . Contre la volonté de combattre adverse (contrôle des populations).

Les forts l'emportent dans environ 80 % des cas si les deux adversaires ont la même stratégie, mais seulement dans environ 40 % si les stratégies sont différentes.

Conclusion générale : le fort doit adopter la stratégie du faible et le faible doit se différencier.

Conclusions pour le Sahel :

Les organisations djihadistes n'ont pas intérêt à affronter *Barkhane* (le « fort »), sauf pour lui infliger des pertes sans risques (IED) mais elles peuvent affronter les armes locales (elles sont en position symétriques face à elles) et elles doivent surtout s'efforcer de contrôler l'espace et les populations.

Les Alliés doivent en priorité s'efforcer de contrôler en permanence et légitimement le terrain et les populations.

Au bout du compte, l'objectif opérationnel et même stratégique est de faire en sorte que cette force soit permanente, ce qui implique qu'elle soit sous l'autorité de l'État local. Il ne peut y avoir victoire décisive que lorsque les armées nationales du Mali, du Niger et du Burkina Faso seront capables de contrôler et d'assurer en permanence la sécurité de leur territoire.

Le modèle de modèle de Force contre-irrégulière

On sait à peu près quel devrait être le modèle de forces locales qui serait nécessaire pour affronter victorieusement les groupes armés qui font face aux États sahéliens. Toute la difficulté est que les principales innovations nécessaires pour atteindre ce modèle ne sont pas matérielles.

En termes d'organisation, l'unité de base de la lutte contre les irréguliers doit être le bataillon de contrôle de secteur, de taille et de composition variable en fonction de la dimension et du type de l'espace à couvrir. Ce bataillon doit associer policiers, pour assurer les interpellations, et soldats au sein de trois à cinq compagnies d'une centaine de combattants professionnels installées dans des postes. Dans l'idéal, il s'agit d'une unité de gendarmerie très armée, installée dans un poste de bataillon ou plusieurs postes de compagnies suffisamment solides pour résister à n'importe quelle attaque, avec si possible la possibilité d'y

²³ Laurent Henninger, « Espace stratégique : Le fluide et le solide ». *Revue Défense nationale*, octobre 2012- n° 753.

accueillir temporairement une population menacée. Pour autant, la vie normale de l'unité doit se faire en nomadisation et non dans la base. Si la tendance est de rester dans la base, il est préférable de la supprimer.

Cette unité de secteur doit disposer aussi d'une petite structure de renseignements regroupant différents capteurs (informateurs, pisteurs, patrouilles, petits drones tactiques) et en lien avec une structure nationale qu'elle informe en permanence de la situation locale²⁴.

Le principal défi tactique de ces unités de secteur est d'être encore mieux adaptées au milieu local que les bandes ennemies afin d'avoir l'initiative des opérations. Cela signifie concrètement passer beaucoup plus de temps hors des postes qu'à l'intérieur, et évoluer dans le milieu environnant avec plus de facilités que l'ennemi.

Compte tenu de la superficie souvent très importante des secteurs, il est possible de combiner aussi l'action du bataillon avec des petites unités d'autodéfense, mais à condition de cantonner celles-ci à la seule défense des villages contre des attaques de bandes irrégulières et de les contrôler très étroitement. Le problème majeur est la connaissance et l'acceptation du milieu. Une unité de secteur est une greffe sociale qui doit réussir. Des compagnies assiégées dans leurs postes ne servent à rien. Cela suppose un apprentissage et souvent aussi l'association avec un recrutement local ou au moins des sympathies locales. Le bataillon peut être engagé en permanence sur un territoire si le personnel en est issu ou par rotation si ce n'est pas le cas. Dans tous les cas, sur place ou à l'arrière, l'activité doit laisser la place à des périodes de repos et d'entraînement.

La lutte contre les bandes irrégulières implique de combiner les nécessités de la recherche (traque), qui demandent plutôt furtivité et dispersion, et celles du combat qui exigent un rapport de forces favorable. Les compagnies de secteur doivent donc être à la fois réduites pour être mobiles en pick-up et motos, mais également suffisamment fortes pour au moins être capables de résister à coup sûr sur le terrain face à des bandes d'une centaine d'hommes. Elles doivent être au contact d'une gamme tactique au moins équivalente à l'ennemi à qui par nécessité elles ressemblent et être capables au moins de leur résister et au mieux de les fixer jusqu'à l'arrivée de renforts rapides.

Il est important que la force de secteur dispose de moyens différents qui lui donnent un avantage qualitatif. L'idéal est de les intégrer sans obérer la mobilité. Si l'élément mixte américano-nigérien attaqué à Tongo Tongo en Niger en octobre 2017 avait disposé d'au moins un véhicule blindé *Mine-Resistant Ambush Protected* (MRAP) bien armé au lieu de simples pick-up/SUV pour la plupart désarmés, il se serait trouvé en position moins défavorable face à la katiba de l'EIGS²⁵.

La symétrie avec l'ennemi doit cependant le plus souvent être rompue par l'arrivée de renforts pas forcément très nombreux mais qualitativement différents. Toute la difficulté est bien souvent de se déplacer sur de grandes élongations et souvent une faible infrastructure routière. Il est donc nécessaire à la fois de décentraliser des moyens d'intervention sans les diluer et de pouvoir éventuellement les renforcer rapidement à partir d'une réserve centrale, ce qui ne peut le plus souvent passer que par la voie aérienne²⁶.

Une force aérienne est indispensable pour lutter contre les forces irrégulières sur de grands espaces. Il faut pour cela relever deux défis. Le premier est celui de disposer de moyens suffisants pour un budget forcément réduit. Le second, encore plus considérable, consiste à mettre en œuvre et maintenir en état cette flotte, ce qui suppose un personnel de plusieurs centaines de pilotes et de techniciens de haut niveau, et pourquoi pas des Français sous contrat

²⁴ Helmoed Heitman, « Optimiser les structures des forces de sécurité africaine », *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 13, Centre d'étude stratégique de l'Afrique, mai 2011.

²⁵ Sur le déroulement détaillé de l'embuscade, voir « DOD briefing on the ambush in Niger in October 2017 », de mai 2018 : <https://www.youtube.com/watch?v=seJ-Up1tjw8>

²⁶ Eben Barlow, *Composite Warfare, The Conduct of Successful Ground Force Operations in Africa*, Pinetown Printers, 2015.

local, ainsi qu'une organisation précise et financée²⁷. À condition de surmonter ces deux défis, il doit être possible de disposer de l'équivalent *low cost* du GT-Aéromobile de *Barkhane* avec éventuellement des drones armés à quelques millions d'euros, comme le BT2 Bayraktar turc ou Wing Loong chinois puisque nous sommes incapables de leur fournir l'équivalent. Cette force aérienne doit pouvoir se déployer sur n'importe quel point du théâtre national en quelques heures soit directement depuis la base principale, soit par l'intermédiaire des bases de bataillons de secteur, un détachement d'intervention aéroporté/aéromobile de la taille d'une petite compagnie et deux appareils d'attaque²⁸-drones, hélicoptères, avion léger d'attaque- ce qui suffit normalement à faire monter en gamme très vite l'unité au contact et remporter tous les combats.

Ce modèle est à peu près connu. Toute la difficulté est de parvenir à le mettre en œuvre. Le problème majeur réside dans la professionnalisation des forces armées, au sens donné par Samuel Huntington de dépolitisation des armées au profit de leur seule concentration sur l'efficacité d'un métier contrôlé par l'autorité civile²⁹. Quand les gouvernements n'ont plus peur d'une armée qui peut les renverser, ils peuvent cesser de l'organiser et de l'équiper en fonction du degré de fidélité estimé, lui-même dépendant souvent de leur recrutement. On ne se trouve plus par exemple avec une garde prétorienne qui bénéficie de toutes les faveurs, mais reste autour du palais et des unités sans cartouches sur le terrain, terrain lui-même dont elles ne sont pas issues s'il est considéré comme hostile et dans lequel elles ne sont pas à l'aise.

La tendance à ne plus voir les armées nationales comme menaçantes ne doit pas se limiter aux cercles du pouvoir, mais s'étendre à toute la population. Cela suppose un recrutement particulier et surtout une formation où l'aide à la population ainsi que la connaissance des cultures et dialectes sont considérées aussi importantes que les compétences techniques et tactiques. Le rôle premier de la force contre-irrégulière (FCI) est de rassurer les populations, en particulier les cadres des services publics ou de l'économie locale et non de les faire fuir et de laisser la population désemparée et à la merci d'une offre d'encadrement alternative. La discipline et l'honnêteté, ce qu'induisent des soldes correctes, réellement payées, et des conditions de vie convenables, sont donc primordiales. Cela implique l'adossement à une administration militaire fiable et donc elle aussi contrôlée.

La confiance de la population passe aussi dans la confiance de la troupe en elle-même. Dans l'absolu, les choses paraissent relativement simples : il faut sélectionner, équiper et former intensivement des équipes solides de soldats et disposer de structures de commandement efficaces afin de former des unités d'une gamme tactique supérieure à l'ennemi. Dans les faits, cela implique de capitaliser une expérience, ce que font bien les groupes djihadistes. Pour cela il faut non seulement avoir une solide formation, avoir des succès sur le terrain, ne pas y subir trop de pertes et conserver les soldats. Pas de troupes efficaces sur la durée sans une administration honnête, bien organisée et un investissement financier minimal.

La lutte contre ces organisations armées ne relève alors pas seulement de l'action de force. Elle exige d'adosser cette action à un système judiciaire solide, à des situations économiques viables, et d'une manière générale à la légitimité de l'État et de son administration. Sans cet environnement, il est probable que l'action de force restera vaine malgré ses succès tactiques éventuels.

Une force contre-irrégulière qui ne vient pas

Le problème majeur de l'équation stratégique n'est pas l'efficacité relative de *Barkhane* contre l'ennemi, mais l'extrême difficulté à construire ce modèle de force contre-irrégulière efficace

²⁷ Laurent Touchard, « Vers le réveil des forces africaines ? », *Défense et sécurité internationale*, n° 130, juillet-août 2018.

²⁸ Jean-Louis Promé, « Quel type d'avion pour la lutte anti-guérilla », *Défense et sécurité internationale*, n° 34, février 2008 et Joseph Henrotin, « Contre-insurrection aérienne : vers un tournant », *Défense et sécurité internationale*, n° 34, février 2008.

²⁹ Samuel Huntington, *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military*, Belknap Press, 1957.

au Mali, au Niger et au Burkina Faso. La « relève » de *Barkhane* ne risque pas de survenir tant que l'on n'y sera pas parvenu.

La MINUSMA est mise en place à l'été 2013 avec comme mission initiale d'appuyer la mise en œuvre des accords de paix dans le nord du Mali avec les différents groupes armés non-djihadistes. Elle s'est donc installée prioritairement au nord du fleuve Niger, en superposition du dispositif de *Barkhane* et des FAMA. Sur le papier, la MINUSMA, qui a absorbé et remplacé la MISMA, est imposante avec ses contributions de 61 nations. Agissant dans le cadre du chapitre VII de la charte des Nations-Unies (avec donc la possibilité théorique d'employer la force de manière offensive) et avec à terme un budget annuel de plus d'un milliard d'euros (autant que les budgets de Défense réunis du Mali, du Niger et du Burkina Faso), une force totale de plus de 15 000 soldats et policiers, des possibilités d'action diplomatiques et socio-économiques, le tout sous un même commandement, tous les ingrédients de l'« approche globale » semblent réunis.

C'est en réalité un leurre. Les « missions » des Nations-Unies ne savent pas combattre efficacement et celle-ci pas plus que les autres. Les bataillons de « casques bleus » peuvent au mieux assurer des missions de protection et gardiennage, mais par manque de compétences, de motivation ou d'organisation du commandement au-dessus d'eux, ils sont incapables d'aller traquer une force adverse sur son terrain. Cela peut suffire lorsqu'il s'agit d'opération de maintien de la paix, ce qui suppose qu'il y ait déjà la paix. Cela aurait dû être le cas dans le nord du Mali après la disparition apparente des djihadistes et avec les accords entre le gouvernement et les différents groupes armés locaux, mais avec les djihadistes sont revenus des ennemis et une mission des Nations-Unies est toujours faible face à des ennemis, contre lesquels elle n'organise aucune attaque. Cela a donc commencé à être difficile dans le Nord mais la MINUSMA a également reçu en 2016 la mission d'assurer la stabilisation dans le centre du Mali, ce qui pour le coup était une gageure, car il n'y avait pratiquement que des ennemis dans cette région.

Les opérations des Nations-Unies sont également baptisées « opérations nourricières », car financées par l'ONU. Elles sont donc très populaires dans certaines armées qui y voient d'abord une bonne affaire puisque les bataillons sont « loués » aux Nations-Unies qui payent leurs équipements et octroient à l'État fournisseur une prime de près 1 400 euros pour chaque « Casque bleu ». Fournir un bataillon aux Nations-Unies est donc un investissement fructueux qui implique cependant de s'endetter au départ pour acheter l'équipement de l'unité fournie, avec une incitation forte à choisir le plus coûteux³⁰. Cela a surtout pour effet négatif de détourner des ressources humaines rares au profit de missions peu efficaces, comme les 1 700 soldats burkinabés engagés en 2019 dans la MINUSMA alors qu'une partie du Burkina Faso basculait dans le chaos. Parmi les ressources, se trouvent aussi les compétences, qu'il est déjà difficile de sédimentier et qui sont détournées vers des modes d'action très différents, voire contradictoires avec ceux de la lutte contre des organisations irrégulières.

Alors que les armées locales souffrent de manque de moyens et qu'il faut des tractations interminables pour trouver les quelques centaines de millions nécessaires au fonctionnement de forces nationales ou interafricaines, on imagine tout ce qu'il aurait été possible de faire avec les 7 milliards d'euros dépensés par la MINUSMA depuis sa naissance. Il est vrai, pour être juste, que la MINUSMA œuvre beaucoup dans l'aide aux populations lorsque les conditions de sécurité minimales sont assurées et qu'elle soutient logistiquement les autres forces présentes y compris parfois *Barkhane*. C'est ainsi la MINUSMA qui assure la construction des postes de l'armée malienne. Tout cela n'est pas rien, mais simplement très insuffisant, alors que 154 de ses soldats (sur un total de 268 toutes causes confondues) ont été tués par l'ennemi.

³⁰ Guide pratique des pays contributeurs aux opérations de paix des Nations — Unies, DGRIS, L'Harmattan, 2019.

Lorsque la MINUSMA a été créée, le secrétaire général des Nations unies a d'ailleurs admis implicitement son inefficacité militaire en demandant la présence d'une force parallèle, plus offensive à l'exemple de la Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO). Or la seule force de ce genre disponible dans la région était *Barkhane*. On a bien fini par former une *Mobile Task Force* interne en 2020, mais le fait est qu'elle ne combat guère, sinon jamais. La MINUSMA n'assure donc pas encore à ce jour la relève de la force française, bien au contraire, et elle a tendance à plus affaiblir les armées locales qui y participent qu'à les renforcer.

Quant à l'*European Union Training Mission* (EUTM-Mali), sa mission se limite à la formation technique, à raison de 2 000 hommes par an pour des stages divers d'une à huit semaines. Avec désormais plus de 650 membres et un objectif de 1 000 pour 2022, dont une bonne partie consacrée à l'autoprotection, EUTM-Mali est en fait une nouvelle coalition de 20 pays avec des instructeurs de cultures stratégiques très différentes et souvent plus orientées vers les opérations de maintien de la paix que de guerre. Là encore leur action n'est pas inutile, et la mise en sommeil d'EUTM d'avril à octobre 2020 pour cause de pandémie en a témoigné par défaut, tout autant que la fragilité de la structure, mais cela ne fait pas une vraie armée et encore moins une force contre-irrégulière.

Cette mission de formation est par ailleurs pénalisée par les faibles moyens d'instruction maliens avec des infrastructures insuffisantes et des munitions réduites parfois à moins de dix cartouches par recrue ou encore par la faible disponibilité des unités absorbées et usées par des engagements en postes parfois jusqu'à un an.

Les aides matérielles, souvent des matériels d'occasion, fournies par les donateurs (Union européenne, Chine, Turquie, etc.) forment un ensemble hétéroclite souvent d'une faible efficacité, les armées locales n'étant souvent pas capables de les absorber faute de compétences et de maintenance adéquate. On forme bien des techniciens, mais en l'absence de suivi cohérent des compétences, il est rare que ceux-ci se retrouvent devant les machines qu'ils ont appris à utiliser.

Une armée est à l'image de son État, et les FAMA en particulier constituent une organisation d'une inertie consciente presque aussi forte que le gouvernement qui l'emploie et par ailleurs s'en méfie souvent politiquement. EUTM-Mali ne sert en fait pas à grand-chose si elle ne prend pas en compte l'ensemble de l'infrastructure du système — le budget, les commandes d'équipement, la gestion des soldes, la gestion des ressources humaines, la maintenance, la logistique, etc. — particulièrement corrompue et désorganisée.

À ce jour, plus de dix bataillons et un total de 15 000 soldats ont été formés ou reformés par ses soins en sept ans au camp de Koulikoro près de Bamako et désormais aussi un peu sur le terrain avec des équipes mobiles, soit là encore bien plus que le nombre de combattants de toutes les organisations djihadistes présentes dans le pays. Ces difficultés structurelles étaient connues. On n'a pas voulu les voir, sans doute par peur d'être accusé d'entrisme « néo-colonial ». On a laissé faire les choses. On n'a fait que du « quantitatif » par peur de faire du « qualitatif ».

Après plus d'un an de mission EUTM, le désastre du 21 mai 2014 à Kidal aurait dû pourtant alerter et au moins provoquer une rupture dans la politique d'assistance militaire, mais cela n'a pas été le cas. Les FAMA avaient réimplanté des garnisons dans le nord du pays dans la suite de bataillons français *Serval* et des accords de Ouagadougou. Elles se trouvaient alors en juxtaposition de groupes séparatistes touaregs, le MNLA en premier lieu qui les avait vaincus en 2012, mais aussi le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et surtout le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Ces groupes pourtant assez poreux avec les djihadistes (l'HCUA est en particulier très proche d'Iyad Ag Ghali), n'étaient pas considérés par la France comme des ennemis, ce qui nous était, et est toujours, évidemment reproché.

En mai 2014, le gouvernement malien décide de s'emparer définitivement de Kidal par la force. On assiste donc à un combat de grande ampleur avec trois bataillons FAMA nouvellement formés par EUTM et le 33^e régiment de para-commandos, soit environ 2 000 hommes, face à des milices des mouvements touaregs ifoghas sensiblement aussi fortes en volume. Le résultat est une nouvelle et très cinglante défaite des FAMA qui perdent plus de 50 morts et autant de blessés et de prisonniers, soit à peu près dix fois plus que leurs adversaires. Dans la foulée, les garnisons du nord sont toutes à nouveau chassées comme en 2012, à l'exception de celle de Tessalit à la frontière algérienne.

Sur les points de contact avec l'ennemi, le niveau tactique des unités maliennes est de 1, éventuellement de 2 pour les meilleures, issues du 33^e régiment de para-commandos par exemple, si elles bénéficient d'un accompagnement, d'appuis ou si elles sont installées sur de bonnes positions défensives. Face à des unités djihadistes ou séparatistes d'un ou deux niveaux supérieurs, les FAMA sont condamnées à subir bien plus de défaites que de victoires, ce qui contribue par l'usure du moral et les pertes à diminuer encore le niveau tactique.

Les opérations offensives sont rares, surtout en zone désertique où les FAMA recrutées principalement dans le sud du pays sont très mal à l'aise. Elles tiennent garnison, très longtemps avec des tours pouvant aller jusqu'à une année mais ont finalement souvent peu de prise sur le terrain. Elles font parfois plus peur à la population que l'ennemi. Les forces burkinabè et dans une moindre mesure nigérienne connaissent sensiblement les mêmes problèmes. Les armées mauritanienne et tchadienne sont d'un autre niveau.

Les moyens des armées de la région sont limités d'emblée par la faiblesse des ressources budgétaires disponibles, en grande partie du fait d'économies peu ouvertes et donc taxables. Les budgets de la Défense ne dépassent pas 2 % du PIB, une proportion très faible pour des pays en guerre, mais qui représentent pourtant environ 1/6^e des ressources de l'État au détriment de ses autres actions également essentielles. Le rendement de ces ressources est par ailleurs loin d'être optimal du fait de nombreux détournements et de la méfiance chronique des gouvernements envers leurs forces armées.

Au bilan, le décalage de ressources financières entre les États et les groupes irréguliers n'est pas très élevé. Comme ces groupes sont par ailleurs souvent plus honnêtes que l'État, leurs soldats sont mieux payés, recrutés, motivés et parfois mieux équipés que les forces régulières. Dans les faits, pour sortir de cette impasse ou au moins avoir des résultats plus rapides, il serait indispensable d'être beaucoup plus directif en attendant les efforts internes de professionnalisation, qu'il faudrait sans doute aussi accompagner.

Théorie de la fusion

Il est possible de classer le partenariat militaire opérationnel (PMO) en 4 niveaux en fonction de l'implication des conseillers et de leur présence.

- 1. Délivrance de cours et formations à l'arrière. C'est ce que font EUTM ou les détachements des pôles français de coopération du Sénégal et du Gabon, à destination de tous les pays de la région.
- 2. Combat conseillé : Accompagnement et conseil sur le terrain, sans participer au combat sauf en auto-défense.
- 3. Combat mixte temporaire : Mixité des dispositifs jusqu'au plus bas échelon le temps d'une opération.
- 4. Combat fusionné : Fusion permanente des structures. Les unités vivent et combattent ensemble.

L'expérience tactique des cinquante dernières années tend à prouver que l'efficacité est plus que proportionnelle au niveau. De fait, les expériences modernes de niveau 4 (*Combined Action program* au Sud-Vietnam, opération Limousin au Tchad, *firqats* de la guerre du Dhofar, « fils de l'Irak » de 2007 à 2008, *Village Stability Operations* en Afghanistan) ont toutes réussi contrairement au PMO de niveau inférieur. La seule délivrance de formation à une armée structurellement faible sans autre action par ailleurs n'a en revanche jamais donné de résultats probants.

Le moyen le plus rapide de « doper » les unités locales et de créer un cercle vertueux (mise en confiance par de petits succès, formation en « marchant », etc.) consistait dès 2013 à placer une section d'infanterie française dans chaque bataillon des FAMA et des FAN. Les capacités de cette section renforcée de compétences particulières (liaison, guidages de feux, santé, génie)

Le modèle Limousin

La lutte contre le Front de libération nationale par les forces françaises de l'opération Limousin de 1969 à 1972 constitue à ce jour le plus grand succès de contre-insurrection moderne français, et un des rares exemples au monde.

. Des objectifs limités dans l'espace et le temps : sécuriser le Tchad utile et réduire les sources de tension en moins de trois ans.

. Deux axes d'effort simultanés :

- Réformer l'administration
- Reconstruire l'armée nationale
- Détruire les bandes armées rebelles sur le territoire tchadien

La particularité de cette campagne est le degré d'intégration poussé entre les forces françaises et tchadiennes.

Les compagnies de l'armée nationale sont placées provisoirement sous le commandement français, le temps de reformer un encadrement solide.

Plus de 650 cadres français sont engagés dans ces deux missions.

Les nouvelles unités franco-tchadiennes et les compagnies françaises sont associées dans trois groupements tactiques appuyés par une force aérienne à hélice, qui pratiquent la « nomadisation ».

En trois ans, le Frolinat est détruit dans le sud et le centre avec des pertes supérieures à ce qu'ont perdu tous les groupes djihadistes sahéliens face à *Serval* et *Barkhane*.

De la même façon, l'administration locale est assistée par les Français.

Les Français quittent le pays au bout de trois ans à l'exception d'un bataillon en réserve dans la capitale et des pilotes de l'armée de l'Air.

et éventuellement répartie par groupe dans les compagnies aurait permis d'élever d'un coup d'un ou de deux niveaux la gamme tactique de ces forces. En admettant que la France ait accepté de faire la guerre aux Ifoghas (la mission de *Serval* était d'aider l'État malien à restaurer son autorité sur tout le territoire du pays), le combat de Kidal en mai 2014 se serait déroulé sans doute très différemment ainsi d'ailleurs que les suivants contre les Djihadistes. Outre l'apport immédiat au combat, les sections déployées sont d'excellents capteurs de renseignements et servent d'interfaces avec les actions administratives ou humanitaires, étatiques ou non. Élément essentiel, les forces accompagnées (et bien payées) sont beaucoup moins susceptibles de brutalité vis-à-vis de la population, peut-être leur tare première surtout depuis 2018.

Cette formule, dont on ne voit pas d'ailleurs pourquoi elle constituerait une mission de Forces spéciales, pose de nombreux problèmes plus psychologiques que matériels. On tend à croire que les petites unités isolées sur le terrain au milieu des bataillons alliés sont plus vulnérables que celles qui vivent, rentrent et sortent de bases protégées. L'expérience historique tend à montrer que c'est en réalité plutôt l'inverse. Plus que les murs et le blindage, c'est l'initiative des premiers tirs qui réduit la vulnérabilité, et celle-ci est bien plus facile à obtenir lorsqu'on évolue sur un terrain que l'on maîtrise et que l'on connaît plutôt que lorsqu'on entre et sort de bases observées de tous, et que l'on reste lié à des axes.

On argue également de la complexité à suivre, former et gérer des unités dispersées. Là encore l'expérience en la matière tend à considérer la nécessité d'une structure spécifique, comme les deux pôles de coopération de Dakar et de Libreville qui pourraient servir de maison-mère (gestion administrative, formation spécifique au milieu, base arrière) à ces sections déployées pour six mois

sous le commandement de *Barkhane* et des armées locales, bien évidemment coordonnées dans un état-major commun. Le désengagement de l'unité insérée se fait ensuite dès lors que le bataillon hôte est jugé apte à agir et combattre sans les Français ou les Alliés qui acceptent de se battre.

Si par ailleurs, l'injection d'une unité française dans le milieu local représente encore une signature trop intrusive et un risque trop important, il ne faut pas s'interdire de mettre à la place une section privée composée d'anciens soldats, français ou non. Cela coûtera sans doute plus cher mais au bénéfice d'une moindre visibilité. La mort d'un soldat privé ne fait pas la une des médias.

Un point essentiel concerne les forces aériennes locales, indispensables on l'a vu dans la lutte contre les organisations armées dans un espace vaste géographique. La capacité à entretenir, ravitailler et bien sûr piloter cette force est au moins aussi importante que son acquisition³¹. C'est là et encore et peut-être de manière plus facile que pour les forces terrestres, de proposer une solution hybride. En clair, de prendre en compte au moins provisoirement le fonctionnement de cette force aérienne tout en respectant le drapeau national. Là encore, la solution de la structure privée est peut-être la plus efficiente.

Tous ces efforts seront cependant largement vains si on ne change pas l'infrastructure des armées. La solde annuelle d'un bataillon d'infanterie local représente en théorie entre 1,5 et 2 millions d'euros, une goutte d'eau quand on la compare seulement au milliard d'euros de coût de la MINUSMA et même du coût de *Barkhane*. Le paiement effectif d'une bonne solde par les instances internationales en contrôlant surtout qu'il n'y ait pas de racket habituel jusqu'au sommet de la hiérarchie où niche la plus grande densité de généraux au monde, serait sans doute la mesure la plus simple et la moins coûteuse pour renforcer les armées locales. Il en serait de même pour la politique d'acquisition des équipements, en attendant la mise en place d'instances de contrôle démocratique locales honnêtes et efficaces. Bien entendu cette hybridité temporaire, qui a permis le succès au Tchad de 1969 à 1972 par exemple, suppose comme à l'époque un plein accord sur qui sont les ennemis et de ce que l'on veut en faire. Elle suppose ensuite de surmonter des susceptibilités nationalistes et peut-être surtout de léser tous ceux qui tirent un profit quelconque dans le maintien de la faiblesse des armées locales.

Cet effort d'hybridation par le bas demandait sans doute un effort trop audacieux et trop important. Aussi a-t-on préféré empiler les structures internationales.

Contournant l'Union africaine et la force en attente CEDEAO jamais déployée³², la Force commune du G5-Sahel part de bonnes intentions mais elle est limitée non seulement par la faiblesse intrinsèque de certaines armées membres, mais aussi par la difficulté inhérente à toute structure internationale et en premier lieu une immense lenteur à se mettre en place. L'idée de coopération transnationale date de 2013, mais après plus d'expériences, il faut attendre 2014 pour voir une structure officielle se mettre en place, 2015 pour lancer vraiment la Force commune et créer le Collège de Défense du G5-Sahel à Nouakchott pour former les officiers supérieurs des différents pays membres³³. Il faut encore cinq ans de plus pour avoir un quartier général à Bamako, après avoir été attaqué deux ans plus tôt à Sévaré au centre du Mali. Le principe est de coordonner les actions sur chaque frontière avec des droits de franchissement désormais jusqu'à 100 km des territoires voisins. On distingue trois fuseaux de frontière, Mauritanie-Mali/Trois frontières/Niger-Tchad, avec de part et d'autre un bataillon de chaque

³¹ Arnaud Delalande, « Les forces aériennes du G5 Sahel », *Défense & Sécurité Internationale*, n° 135, mai-juin 2018.

³² Niagalé Bagayoko, « La faillite collective de la communauté internationale au Sahel », *Le Monde*, 15 janvier 2021.

³³ Laurent Touchard, « Quels défis pour la Force conjointe du G5-Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 134, mars-avril 2018.

pays dédié à son contrôle et sous le commandement de la Force commune. Ce n'est également que depuis cette année qu'un état-major de coordination avec *Barkhane* a été mis en place à Niamey avec des officiers de chaque structure et une cellule commune de renseignement.

Cette lenteur est le résultat de méfiances diplomatiques, y compris de pays voisins comme l'Algérie pour qui la FC-G5 est trop proche des Français et rivalise avec le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) lancé en 2011 mais qui est resté peu opérationnel. Elle est surtout le résultat de l'éternel problème du financement. Ni les États membres, ni les organisations régionales comme la CEDEAO ou l'Union africaine n'ont les moyens de financer les plusieurs centaines de millions d'euros nécessaires pour les éléments communs de cette force (états-majors, transmissions, transport, logistique) et sont entièrement dépendants des financements extra-africains qui arrivent en ordre dispersé. Le nouveau quartier général de Bamako a été construit par la MINUSMA et financé par l'Union européenne³⁴.

Le problème serait en partie résolu si le dispositif était classé dans le chapitre VII de la charte de Nations-Unies et financé par l'ONU, mais les États-Unis s'y opposent semble-t-il³⁵. Aussi la Force commune est-elle une force faible qui s'efforce d'organiser des opérations communes depuis 2019, mais incapable pour l'instant de se substituer à *Barkhane*. Son principal apport pour l'instant réside sans doute dans la création du Collège de Défense du G5-Sahel à Nouakchott, école de formation commune de cadres militaires de haut niveau.

Pendant que l'on empilait les acteurs internationaux, militaires ou donateurs, la situation s'est dégradée.

Le retour et l'extension des groupes djihadistes

En 2015, le temps de la neutralisation des organisations djihadistes semble passé, mais l'ennemi ne réapparaît pas tellement dans de grandes zones refuges comme on l'attendait dans le nord du Mali, mais sous la forme de nouvelles organisations qui s'implantent dans de nouveaux espaces. On voit ainsi apparaître le Front de libération du Macina (FLM) d'Amadou Koufa dans le centre du Mali, Ansarul Islam dans le Sahel burkinabé et surtout l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) proclamé par Adnane Abou Walid al-Sahraoui transfuge d'Al-Mourabitoune (réunion du MUJAO et du groupe de Belmokhtar) et présent dans la zone des trois frontières. En novembre 2016, Ansarul Islam apparaît par scission du FLM pour combattre au Burkina Faso.

Ces nouveaux groupes jouent sur les frustrations et les tensions des communautés rurales pour stimuler les recrutements en particulier dans les communautés marginalisées. Le djihadisme se déplace vers le sud, jusqu'à border les États du golfe de Guinée. Les attentats spectaculaires se multiplient à Bamako et en 2016 à Ouagadougou et même au Grand-Bassam en Côte d'Ivoire.

Outre que l'on paraît aussi surpris que lors des développements de 2012, il apparaît clairement que le volet militaire de la stratégie générale, comme tous les autres volets par ailleurs, n'a pas fonctionné. Ni *Barkhane*, ni personne n'a exercé de pression suffisante sur l'ennemi pour l'empêcher de se redévelopper et la relève par les « forces partenaires » tarde toujours autant. Face à ce constat, il aurait été nécessaire soit de considérer l'échec et changer de posture pour essayer de l'adapter à la nouvelle situation, soit de continuer à faire la même chose, mais en

³⁴ Laurent Touchard, « La situation sécuritaire dans la région du G5 Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 149, septembre-octobre 2020.

³⁵ Laurent Touchard, « Quels défis pour la Force conjointe du G5-Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 134, mars-avril 2018.

augmentant considérablement les moyens pour avoir à nouveau la masse suffisante pour neutraliser l'ennemi. On ne fait alors vraiment ni l'un ni l'autre.

La dispersion stratégique française est alors à son maximum avec le déclenchement de l'opération *Sentinel* en France et on se trouve incapable de renforcer suffisamment *Barkhane*. Tout au plus parvient-on à récupérer quelques forces avec le désengagement de Centrafrique en 2016 pour porter progressivement le volume de forces à 4 500 soldats, ce qui est encore loin de tous les moyens qui étaient déployés dans toute la région au mois de mai 2013 et surtout de la masse critique nécessaire.

Dans le même temps, l'échelon politique français, qui change en 2017, veut montrer qu'il fait quelque chose et demande donc des résultats rapides et visibles, autrement dit des bilans de pertes ennemies et des noms de cadres djihadistes tués ou capturés.

Pendant plus d'un an, les opérations plus longues qu'auparavant se multiplient dans la région de Ménaka (Mali) — Talléber (Niger) en conjonction avec l'armée nigérienne, mais aussi avec des milices locales comme le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) du colonel Ag Gamou et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA). Ces milices orientent l'action des Français contre leurs ennemis Peuls Tolébés accusés de djihadisme. L'image de l'armée française s'en trouve dégradée, mais effectivement la pression sur l'ennemi, et particulièrement l'EIGS, augmente. En décembre 2018, le taux mensuel de pertes de l'ennemi est passé à presque 20. Cela ne semble pas entraver le développement de l'ennemi. Le nombre de civils tués par les groupes djihadistes continue de doubler tous les ans, et les djihadistes sont désormais loin d'être les seuls à le faire³⁶.

En mars 2017, Al Mourabitoune, Ansar Dine et le FLM, qui devient la katiba Macina, s'associent à AQMI pour former le Rassemblement pour la victoire de l'Islam et des musulmans (RVIM). En 2018, malgré la destruction en février de son état-major à Tinzaouten le RVIM conduit plusieurs opérations importantes : contre l'ambassade de France et l'état-major général de l'armée du Burkina Faso à Ouagadougou en mars, contre la MINUSMA à Tombouctou et à Aguelhok où 11 soldats tchadiens sont tués, puis contre le quartier général de la force commune du G5 Sahel à Sévaré.

Malgré les coups reçus, l'EIGS réussit de son côté à organiser une embuscade meurtrière contre les Forces spéciales américaines à Tongo Tongo en octobre 2017 puis contre l'armée nigérienne, avec 46 morts au total dans la région de Tillabéri. En août 2018, l'EIGS étend son action dans le Sahel burkinabè et les attaques se multiplient.

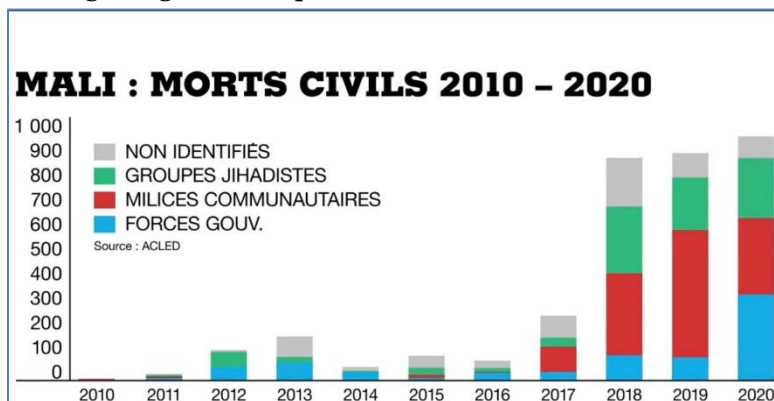
Une guerre civile à l'intérieur de la guerre civile

La conjonction de la faiblesse de l'État malien et de son armée, de la remontée en force des groupes djihadistes mais aussi sans doute de la réorientation de l'effort de *Barkhane* sur la frontière malo-nigérienne en 2017-18 provoque la formation d'une nouvelle crise. Le centre du Mali fait l'objet de la part des Djihadistes d'une campagne d'élimination des autorités de l'État et des autorités traditionnelles, arbitres des conflits croissants, sur fond de progression du Sahara et de pression démographique, entre pasteurs et agriculteurs³⁷.

³⁶ African Militant Islamist Groups Set Record for Violent Activity, Africa Center for Strategic Studies, July 21, 2020 <https://africacenter.org/spotlight/african-militant-islamist-groups-new-record-violent-activity/>

³⁷ Nicolas Normand, « Le Sahel en 2021 : pour empêcher la détérioration de se poursuivre », lepoint.fr, décembre 2019, 29 janvier 2021.

En réaction et par défaut de forces de sécurité étatiques, des milices d'autodéfense communautaires apparaissent, comme les chasseurs Dozos de Dana Ambassagou au Mali ou les Koglweogo formés par les Mossis et les Gourmanthés, à l'est du Burkina Faso. Ces milices échappent rapidement à tout contrôle, s'en prennent indistinctement aux Peuls et engendrent un cycle de violence atteignant son paroxysme avec des massacres de masse contre les Peuls à Yirgou au Burkina Faso en janvier 2019 ou à Ogassougou au Mali en mars, provoquant au total plus de 300 morts. Les groupes djihadistes, en particulier le FLM et Ansarul Islam, jouent



de ces tensions et accueillent effectivement de nombreux Peuls et Rimaïbés, descendants d'esclaves, qui se sentent menacés. Ils contribuent ainsi encore à l'association entre Peuls et djihad dans les perceptions et apparaissent à leur tour comme des menaces, y compris désormais pour les forces gouvernementales lorsqu'elles sont présentes et qui, par frayeur le plus souvent, commencent aussi à multiplier les exactions dans une impunité totale.

Pendant tout ce temps, la posture de la France, qui n'a pas vu venir cette nouvelle crise, évolue peu. Les méthodes et moyens sont les mêmes et on continue les opérations de raids et de frappes de la même façon. Les pertes ennemies augmentent légèrement et on se félicite des éliminations successives de plusieurs cadres importants du RVIM, Al-Mansour Ag Alkassim, Yahia Abou al-Hamman, et Ali Maychou³⁸. La déstabilisation que l'on voulait freiner est pourtant bien là et ni cette pression de *Barkhane* contre l'EIGS et le RVIM, ni les milliards d'euros d'aides en tout genre ne l'ont empêchée. Les deux grandes forces djihadistes finissent même par s'offrir le luxe de s'affronter pour le contrôle du centre-Mali, un affrontement qui dure encore et qui aurait fait au moins 100 morts en 2020.³⁹

L'année 2019 est une année noire, sans nul doute la plus violente et la plus meurtrière depuis le début de la crise malienne en 2012 et ce quel que soit l'indicateur utilisé, nombre de victimes civiles (le double de l'année précédente), de déplacés, d'attaques de plus en plus nombreuses et sophistiquées contre les trois armées locales qui perdent 1 500 hommes en un an, dont 400 Maliens entre seulement octobre 2019 et janvier 2020, un nouveau désastre.

On assiste aussi à une diversification de la violence avec une implication croissante de milices d'autodéfense. La guerre ouverte contre les djihadistes et la guerre gelée contre les séparatistes se doublent d'une quasi-guerre civile entre milices rurales d'autodéfense socio-ethniques, voire de jacqueries contre l'oppression de l'État et les exactions de ses forces de sécurité. Le Burkina Faso, longtemps préservé, est désormais touché de plein fouet. On y compte plus de 500 000 personnes déplacées en quelques mois.

La dégradation de la situation est très nette, les armées de la zone critique sont au bord de l'effondrement en fin d'année alors qu'elles subissent des attaques très violentes lancées en

³⁸ Mathieu Pellerin, « Les violences armées au Sahara. Du djihadisme aux insurrections ? », Études de l'Ifri, Ifri, novembre 2019.

³⁹ Nicolas Normand, « Le Sahel en 2021 : pour empêcher la détérioration de se poursuivre », lepoint.fr, décembre 2019, 29 janvier 2021.

particulier par l'EIGS⁴⁰. Après les 24 morts de l'attaque contre la base militaire burkinabé de Koutougou, au moins 49 soldats maliens sont tués dans la caserne d'Indelimane le 1^{er} novembre 2019 et 71 nigériens à Inates, le 10 décembre. Le moral des armées est au plus bas, les désertions ou les départs volontaires se multiplient, les mauvais comportements envers la population également, ce qui contribue encore à les isoler. Plusieurs postes sont évacués, laissant le champ libre aux Djihadistes.

Surviennent deux « évènements » qui rendent d'un seul coup cette campagne visible aux yeux des Français. Le premier, déjà évoqué, est la mort de deux commandos-marine dans la nuit du 9 au 10 mai 2019 dans une mission, réussie, de libération de quatre otages au Burkina Faso. Les circonstances de l'opération suscitent beaucoup d'émotion en France et donc mécaniquement des interrogations. L'évènement le plus important survient cependant le 25 novembre 2019 dans la région d'Indelimane au Mali quelques jours après l'attaque meurtrière contre la garnison malienne. Deux hélicoptères du GT-A se percutent au cours d'une opération et 13 soldats français trouvent la mort. C'est la quatrième des journées noires de l'armée française depuis 1962. La situation stratégique n'avait pas changé depuis le jour précédent, mais l'ampleur de l'émotion provoquée oblige ou semble obliger, le président de la République à prendre des décisions.

La dégradation de l'image de la France

Dans le même temps on semble découvrir qu'il n'y a pas que l'approbation de l'opinion publique française qui compte. Une opération extérieure, surtout une opération de guerre, est une greffe à l'intérieur d'un corps étranger. Il faut tenir compte aussi de l'image de l'intervention française dans les populations locales, sous peine de subir un rejet. Or, là encore après les foules enthousiastes accueillant le président de la République française en agitant des drapeaux tricolores en février 2013, le soutien ne peut mécaniquement que diminuer, ne serait-ce que parce que la fibre nationaliste s'accommode mal de dépendre de l'aide étrangère, surtout lorsqu'elle vient de l'ancien colonisateur.

Là encore, comme pour les pertes vis-à-vis de l'opinion publique française, faut-il que cet engagement soit accompagné de résultats positifs visibles et autres que les simples chiffres des pertes ennemies ou les noms des chefs ennemis éliminés. Au bout de quelques années, le doute finit par s'installer entre la présence forte et visible française d'un côté et l'absence de résultats de l'autre, voire même la dégradation de la situation. Pour certains, cette situation apparemment incongrue ne peut être que voulue, essentiellement pour pouvoir piller les richesses locales. Ces propos délirants sont alimentés par tous ceux qui accuseront toujours, y compris en France, l'ancienne puissance coloniale de tous les maux africains, comme l'artiste malien très populaire Salif Keïta accusant les Français de financer les terroristes dans une vidéo Facebook surréaliste. Ils sont parfois utiles aussi à ceux qui peuvent se décharger sur les Français de l'échec de leur propre inaction sans risque de vengeance⁴¹.

Les attaques d'image, les manipulations et désinformations, les accusations diverses sont courantes contre les forces françaises. Cela a été le cas au Rwanda, en Côte d'Ivoire ou en Centrafrique. Cela n'aurait donc dû constituer en rien une surprise. Une force française sera forcément attaquée, d'autant plus qu'elle est visible⁴². Elle le sera évidemment d'autant plus qu'elle est critiquable, en tuant par erreur des civils en particulier. C'est hélas quelque chose

⁴⁰ Audition du général de corps aérien Stéphane Mille, sous-chef « Opérations » (SCOPS) à l'état-major des armées, sur l'opération Barkhane. Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 2 décembre 2020.

⁴¹ 16 juin 2020, Wassim Nasr, « Abdelmalek Droudkel, AQMI et l'État islamique : panorama de la galaxie djihadiste au Sahel », *Le Collimateur*, IRSEM <https://www.irsem.fr/le-collimateur/abdelmalek-droudkel-aqmi-et-l-etat-islamique-panorama-de-la-galaxie-djihadiste-au-sahel-16-06-2020.html>

⁴² Grégory Rayko, « Le Mali peut-il se passer de l'opération Barkhane ? », *The Conversation*, 4 février 2021.

d'inévitable malgré les précautions prises et qui empêchent par ailleurs de nombreuses attaques contre l'ennemi. En novembre 2016, un enfant est tué accidentellement par les soldats français. La chose est immédiatement connue mais la France ne communique que deux mois plus tard⁴³. Même situation lors de la frappe du 2018 dans la région de Ménaka contre Mohamed Ag Almouner, un des leaders de l'EIGS, mais qui a provoqué aussi la mort de deux civils ou encore le 1^{er} septembre 2019, lorsqu'un tir de sommation a blessé trois civils dans un bus à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Gao. Malgré tout, comme pour les pertes amies, la situation est plutôt bien gérée et on a évité jusqu'à présent la catastrophe qui mettrait sans doute en cause toute l'opération.

Là encore, sur la longue durée la probabilité pour que cela survienne n'est pas nulle. La frappe aérienne du 3 janvier 2020 près du village de Bounty a été présentée comme cette bavure majeure que l'on redoutait, avant la dénégation, encore une fois tardive, des autorités françaises et maliennes. Le doute est cependant là, ce qui, pour beaucoup, vaut vérité. D'une manière générale, la communication interne ou externe et la politique d'influence autour de *Barkhane* et sur l'action de la France est clairement un point faible.

Mais ce n'est pas du tout. La guerre au Sahel et plus particulièrement dans son épicerie malien est un conflit mosaïque dans la mesure où on n'y considère pas deux camps opposés mais plusieurs ce qui, comme dans le problème de physique à trois corps, rend les prévisions très difficiles. Or, la France ne connaît que la « guerre contre les GAT », qui ne présentent pas elles-mêmes un ensemble cohérent malgré le discours officiel, le gouvernement malien se considère depuis l'origine de la crise avant tout en guerre contre les séparatistes touaregs. Or, là encore, depuis 2012 lorsque le ministère des Affaires étrangères avait accueilli à Paris et donc reconnu de fait une délégation du MNLA, la France est accusée par beaucoup de soutenir les indépendantistes touaregs et d'empêcher l'État malien de rétablir son autorité dans le nord.

De ce côté, le front du Nord est gelé malgré les accords d'Alger signés en juin 2015 entre le gouvernement malien, les mouvements séparatistes, plutôt Touaregs ifoghas, regroupés dans la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), les groupes irréguliers loyaux au gouvernement malien regroupés dans la « Plateforme » et composés surtout du GATIA, des Ganda Koy et Izo (milices d'autodéfenses des ethnies noires), du MAA et en 2016 du MSA. L'accord prévoyait une autonomie renforcée pour les régions du nord en échange d'un désarmement progressif et des élections selon un nouveau découpage sur mesure restant à instaurer.

L'accord a été imposé au gouvernement malien par la pression internationale, mais celui-ci, qui le juge trop favorable aux séparatistes et de fait impraticable, n'a aucune volonté de l'appliquer⁴⁴. Les organisations touaregs ne semblent pas pressées non plus de faire évoluer les choses profitant tout autant du *statu quo* qui leur convient et des gratifications accordées⁴⁵. Les élections prévues n'ont pas eu lieu et les cinq régions du nord sont de fait partagées à l'amiable entre groupes armés signataires et groupes djihadistes. La ville de Kidal attend toujours le déploiement de l'« armée reconstituée » formée à la fois par les FAMa et les groupes armés locaux.

Les accords d'Alger sont donc au point mort et la France toujours accusée au pire de complicité ou au mieux de naïveté avec les Touaregs séparatistes depuis l'alliance avec le MNLA en 2013 et le refus de désarmer tous les groupes armés du Nord⁴⁶. D'un autre côté, en 2016 les autorités

⁴³ Yvan Guichaoua, « L'horizon compromis de la force Barkhane au Mali, *The Conversation*, 10 mai 2017.

⁴⁴ Nicolas Normand, « Le Mali, un "Far West sans shérif" : quelles perspectives ? Quels remèdes ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie* n° 54, décembre 2019, janvier 2020.

⁴⁵ Nicolas Normand, « Le Sahel en 2021 : pour empêcher la détérioration de se poursuivre », *lepoint.fr*, décembre 2019, 29 janvier 2021.

⁴⁶ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *La France dans la tourmente au Sahel*, *The Conversation*, 13 janvier 2021.

maliennes font connaître leur intention d'entamer le dialogue avec les leaders djihadistes locaux, Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, mais Paris s'y oppose fermement.

Le sursaut

La crise de 2019 conduit à la réunion d'un sommet international à Pau les 13 et 14 janvier 2020, sommet qui prend acte de la dégradation de la situation et de la faiblesse des armées locales, mais conclut qu'il faut continuer comme avant. Comme il faut montrer quelque chose de nouveau, on crée une nouvelle structure chapeau, la Coalition pour le Sahel, pour tenter de coordonner le conglomérat des actions internationales dans la région⁴⁷, et on met en avant une nouvelle structure militaire, la *Task Force Takuba*.

Takuba (« sabre » en tamasheq, ce qui n'est pas sans contribuer à l'accusation de céder au romantisme des « hommes bleus ») est une force européenne d'accompagnement des forces locales par des équipes de forces spéciales. Après une longue négociation auprès des membres de l'Union européenne à partir de fin 2018, six pays se sont portés volontaires pour en faire partie, ce qui offre déjà le premier avantage de rompre l'isolement de la France

En attendant le complément de *Takuba*, le combat est en 2020 par *Barkhane* enfin renforcée, même modestement, de 600 soldats et plusieurs sous-groupements tactiques. Avec 5 100 soldats, on a quand même toujours moins d'unités de combat que lors de *Serval*. Le combat terrestre repose sur 11 sous-groupements, dont quatre de type ERI et cinq d'infanterie motorisée, tous désormais complets à 4 sections ou pelotons.

Le volume n'est pas tout. *Barkhane* multiplie les opérations de longue durée avec des moyens accrus et en coopération systématique avec les armées locales. L'opération *Monclar* menée dans le Liptako nigérien est à cet égard exemplaire. Projetés depuis la République de Côte d'Ivoire, 225 hommes du 2^e Régiment étranger de parachutistes (REP) renforcés d'éléments spécialisés de la 11^e Brigade parachutiste ont formé un troisième GT-Désert qui, fusionné et panaché avec le 1^{er} bataillon de marche des FAN jusqu'au niveau des groupes de combat, a été déployé sur le terrain pendant deux mois sans interruption. Outre la fusion des troupes, la particularité de cette mission a été une présence persistante sur le terrain sans aller-retour et flux depuis une base. Une grande partie du soutien, comme la maintenance des véhicules, était intégrée aux unités sur le terrain et le soutien de l'homme réduit au minimum. Le ravitaillement s'est presque entièrement effectué par air, avec 40 tonnes de vivres, eau, carburant et munitions, livrés au cours de deux largages depuis un A400M Atlas. Le commandement et les communications dans la zone ou jusqu'au poste de commandement de théâtre de N'Djamena ont été considérablement facilités par le nouveau véhicule VAB Astride T3 et sa liaison satellitaire. Le groupement mixte a effectué une mission d'interdiction de zone, à base d'embuscades de pistes, de reconnaissances à pied, de fouilles de points (villages, bois, etc.) après infiltration à pied ou héliportages, visant à disputer le terrain à l'ennemi et l'isoler de ses ressources. Hors des routes et des bases, le groupement franco-nigérien n'a pas subi de pertes et a dominé les trois petits combats où il a été engagé éliminant dix combattants ennemis. Cela peut paraître peu mais l'intérêt de la mission ne résidait pas là mais dans la dispute du terrain.

D'autres opérations, plus classiques, ont accompagné et suivi *Monclar*. L'opération *Bourrasque* en fin d'année s'est singularisée par son ampleur inédite avec l'engagement de 1600 Français, soit la totalité des forces de manœuvre avec les trois GTD et le CRF, fusionnés avec 1400 hommes des forces maliennes et nigériennes du G5-Sahel. Se déroulant sur une zone de 500 km sur 200, *Bourrasque* est commandée depuis un Poste de commandement (PC) avancé, interarmées et interalliés, sur la base aérienne projetée de Niamey. L'ennemi, plutôt

⁴⁷ Laurent Touchard, « La situation sécuritaire dans la région du G5 Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 149, septembre-octobre 2020.

Protection blindage contre protection terrain —L'exemple des CAP

Le programme des Sections mixtes (*Combined Action Platoons*) réalisé par le Corps des Marines américains de 1966 à 1971 au Sud-Vietnam est le seul exemple chiffré de comparaison entre le rapport risque/efficacité d'une unité vivant en permanence sur le terrain en fusion avec des forces de sécurité locale et d'une unité combattant à partir de bases.

A son apogée, le programme CAP impliquait 2 200 soldats américains vivant par petits groupes dans des villages vietnamiens et combattant avec les forces de défense locales.

Les statistiques indiquent clairement que le soldat américain vivant dans un village courait sensiblement les mêmes risques que celui vivant dans une base. La protection de la connaissance du milieu et l'initiative des combats compensaient l'absence de protection physique par les murs ou le blindage lors des manœuvres liées aux axes routiers et sans initiative des combats.

Par ailleurs, ce soldat inséré éliminait en moyenne deux fois plus de combattants ennemis que celui des bases et assurait un niveau de sécurité à la population très supérieur. Le coût financier était également très inférieur.

l'EIGS en l'occurrence, s'est vu interdire le Liptako malo-nigérien pendant tout le mois d'octobre.

L'opération *Eclipse* s'est déroulée de son côté en janvier 2021 dans la zone sensible de Douentza, Hombori, Boulkessi, autour de la Route nationale 16 dans le centre du Mali, à la frontière du Burkina Faso, une région très contrôlée par le RVIM. Les combats y ont été les plus violents de la séquence. Trois soldats français y ont été tués par engins explosifs, un convoi attaqué par un kamikaze, les bases FAMA de Mondoro et Boulkessy ont été attaquées le 24 janvier par des bandes rebelles, six soldats maliens ont été tués mais, avec l'aide française et aussi de l'aviation malienne, l'ennemi a été repoussé avec de lourdes pertes, exactement là où, un an plus tôt, les FAMA avait subi une cinglante défaite. Au total, les forces alliées revendiquent l'élimination d'une centaine de combattants adverses.

Avec ce surcroît de volume, d'activité au sol et en l'air et de prise de risques, les pertes françaises ont forcément augmenté. De décembre 2019 à janvier 2021, treize soldats tombent à nouveau, dix par engins explosifs, deux par accident et un dans un combat rapproché. Cela ne veut pas dire que les choses vont plus mal, au contraire car les pertes ennemies augmentent bien plus et, ce qui est plus important, suffisamment pour atteindre des résultats stratégiques. À la fin de cette période, le rapport des pertes est redevenu

proche de celui des premiers mois de 2013, avec 80 ennemis tués pour un Français, au lieu de 1 pour 45 dans la période intermédiaire, et le taux de pression est remonté à 70, un niveau proche de la neutralisation, au moins pour l'EIGS qui n'a réussi à mener aucune attaque d'importance dans l'année et a vu son influence considérablement réduite⁴⁸.

Il n'y avait dans ce saut d'efficacité rien qui n'aurait pu être fait plus tôt ; on peut se demander pourquoi cela n'avait pas été le cas. Il aurait suffi de mettre fin aux opérations symboliques, *Daman* au Sud-Liban et surtout *Sentinelle* en France, même temporairement, et de reporter l'effort sur le Sahel pour se rapprocher un peu plus de la masse critique qui permettait d'obtenir un résultat plus décisif et surtout plus tôt. En grande partie grâce à l'armement en décembre 2019 des trois drones Reaper (presque vingt ans après le premier emploi au combat par les Américains et dix-sept ans après le lancement du projet européen Neuron) qui réalisent désormais 40 % des frappes, mais aussi les avions de patrouille maritime Atlantique 2 qui peuvent désormais tirer et guider de manière autonome des munitions avec la nouvelle boule MX20 ou encore les Avions légers de reconnaissance et de surveillance (ALSR), le CRF français a atteint une efficacité inégalée, même s'il reste handicapé par sa faiblesse en

⁴⁸ Audition du général de corps aérien Stéphane Mille, sous-chef « Opérations » (SCOPS) à l'état-major des armées, sur l'opération Barkhane. Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 2 décembre 2020.

ravitaillement en vol. Plus d'une centaine de frappes, avec l'envoi d'au moins le double de munitions, ont été réalisées en un an, un niveau inédit depuis 2013. Désormais, 80 % des pertes ennemies sont le fait du CRF⁴⁹.

Le CRF ne serait pas aussi efficace s'il n'y avait également des opérations au sol, de contrôle et d'interdiction, plus importantes qu'auparavant. Ce n'est pas aussi efficace qu'une présence permanente, mais cela a permis de contrôler le terrain pendant deux mois, permis d'infliger des pertes importantes à l'ennemi en coordination avec le CRF et peut-être surtout de redonner confiance aux forces armées locales, maliennes et nigériennes en particulier. La méthode de la fusion, même temporaire, des forces françaises et partenaires a montré tout son intérêt. L'immense point noir de la période reste quand même la faiblesse des Forces locales, maliennes notamment, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées et appuyées par les forces françaises.

Pire encore, lorsque les FAMA n'ont pas été accompagnés, les dommages collatéraux ou les exactions contre la population ont atteint un niveau record en 2020. Plus de civils ont été tués par les FAMA cette année quand pendant toute la période de 2011 à 2019 et pour la première fois plus que par les Djihadistes⁵⁰. On est encore loin de la force contre-irrégulière éthique et efficace (et efficace parce qu'éthique) qui serait nécessaire. Vue de la population rurale malienne en particulier dans le centre du pays, la situation ne s'est améliorée en rien. La région de Mopti, 5 % du territoire malien, un peu plus de 50 000 km², accumule désormais 60 % des morts du conflit, dont 877 morts dans le premier semestre 2020, deux fois plus que dans le semestre précédent. Plus de 100 000 personnes de plus sont vues s'entasser dans des camps en bordure des villes. L'activité agricole s'y est effondrée et un quart de la population, plus de 400 000 personnes, est au bord de la famine⁵¹.

Le niveau de pression sur l'ennemi a permis peut-être d'atteindre le seuil de neutralisation de certains groupes ennemis. L'EIGS a subi des coups importants et connaît des dissensions internes entre Peuls et Arabes. L'organisation est réduite à, au maximum, 300 combattants fractionnés en cellules de 30 à 50 combattants par zone. Elle est incapable de mener des attaques importantes contre les forces armées nationales et privilégie désormais les actions violentes sur la population. Au sein du RVIM, AQMI semble aussi en perte de vitesse. Il est intéressant de noter que pour la première fois les communiqués du RVIM s'adressent directement à l'opinion publique française, mentionnent le fait que la guerre de l'organisation est purement locale et qu'elle ne cherche pas à frapper en Europe⁵². Pour autant, malgré les succès militaires de *Barkhane*, la situation sous le « mikado sécuritaire » régional reste critique. Les armées locales, malienne en particulier, sont encore très fragiles et l'action de l'État toujours aussi faible.

Plus des deux tiers du territoire malien échappent à l'autorité de Bamako et la situation n'est guère meilleure au Burkina Faso tandis que le Niger reste assailli sur plusieurs fronts et, comme le Tchad, menacé aussi par Boko Haram. Comme cela était prévisible, la stabilité de la région était un « État final recherché » impossible à atteindre dans le cadre de la stratégie définie fin 2013, surtout avec les moyens et les méthodes qui avaient été engagées alors.

⁴⁹ Jean-Marc Tanguy, Défense : la 3D de Barkhane a frappé une centaine de fois en 2020, air-cosmos.com, 29 octobre 2020.

⁵⁰ Wassim Nasr, « Lutte contre le jihadisme au Sahel : quel bilan pour l'opération Franco-malienne "Éclipse" ? », France24, 28 janvier 2021.

⁵¹ Mattéo Maillard, « Dans le centre du Mali, des villages rasés par la violence et la famine », lemonde.fr, 24 janvier 2021.

⁵² Wassim Nasr, « Lutte contre le jihadisme au Sahel : quel bilan pour l'opération Franco-malienne "Éclipse" ? », France24, 28 janvier 2021.

Dans le même temps, un sondage réalisé par l'hebdomadaire *Le Point* le 11 janvier 2021 indiquait pour la première fois qu'une courte majorité de Français ne soutenait plus la guerre de la France au Sahel.

Point de situation début 2021

Il n'y avait en 2013 que deux options stratégiques réellement efficaces :

- Entraîner un effort massif et rapide, civil et militaire, de la communauté internationale intéressée par les conséquences de la situation au Sahel pour aider à la solidification de l'autorité des États, la restructuration en profondeur de leurs outils de sécurité, de justice, d'administration en parallèle d'une lutte implacable contre les ennemis irréguliers.
- Maintenir sur la durée un effort minimal pour essayer de contenir l'insécurité régionale à un niveau acceptable pour nos intérêts.

La première option, qui relevait pratiquement du « *Nation building* », était impraticable en premier lieu parce que la communauté internationale est incapable d'un effort à la fois massif et rapide, mais surtout parce que cette politique ne fonctionne que s'il existe une réelle volonté locale de modifier la gouvernance.

La seconde qui revenait à quitter alors la zone critique du Nord-Mali pour se placer en deuxième échelon en force d'appui et d'intervention ponctuelle était sans doute plus réaliste sur la longue durée, mais comportait de nombreuses inconnues.

Entre le sprint et l'endurance, on a finalement choisi le demi-fond en cumulant les inconvénients des deux approches : une aide générale dispersée et peu contraignante sur le fonctionnement des institutions faibles et corrompues associée à un effort militaire à la fois coûteux et insuffisant. Au bout de huit ans d'engagement, on a empilé les structures pour compenser le manque de moyens et masquer leur inefficience. L'écosystème militaire international est devenu très lourd, chacune de ses parties promet beaucoup mais avance finalement peu, à l'exception de *Barkhane* qui a évolué tardivement et obtient à nouveau des succès opérationnels assez nets en 2020. Ces succès tactiques arrivent cependant au moment où l'acceptabilité de l'engagement par l'opinion publique française commence à atteindre ses limites et il paraît difficile de continuer longtemps de la même façon. Les événements sont de plus en plus nombreux, avec notamment un rythme d'un soldat français tué chaque mois en 2020, et d'un impact toujours plus négatif. Il apparaît donc nécessaire si on veut éviter une remise en cause brutale de changer de posture dans le courant de l'année avec une nouvelle opération plus efficiente, au sens de maintien de la même efficacité militaire pour un coût humain et financier inférieur, tout en n'ébranlant pas un écosystème sécuritaire complexe qui ne repose que sur la volonté de quelques-uns à combattre.

Au niveau stratégique, il serait logique de reconsidérer l'axiome du « bloc terroriste » qui menacerait à la fois directement la France et la stabilité de la région. Derrière l'appellation GAT, il y a en réalité des groupes politiques changeants avec des visions diverses, mêlant perspectives de combat international et des défenses d'intérêts purement locaux. Leur degré de dangerosité directe contre la France est très variable et se limite par ailleurs, au moins pour l'instant, à l'attaque des intérêts et des ressortissants français dans la région. Dans ces conditions, il convient de concentrer les efforts à long terme sur les ennemis les plus dangereux pour la France, l'EIGS sans doute et AQMI certainement, en jouant sur une coopération avec l'Algérie qui semble plus aisée.

Pour le reste, une négociation serait peut-être possible avec d'autres entités politiques. Cette négociation a déjà lieu de fait au niveau local au centre de Mali où des autorités assiégées dans

des villes ont accepté des cessez-le-feu et la levée des sièges en échange de l'application de la charia et de l'acceptation du contrôle de la Katiba Macina. Au niveau national, les tentatives de négociations n'ont rien donné, hormis en octobre 2020 avec la libération de l'opposant politique Soumaïla Cissé (décédé en décembre 2021) et de l'otage française Sophie Pétronin, en échange de la libération de 200 prisonniers, pour la plupart d'Al-Mourabitoune. On ne sait toujours pas ce qui serait négociable en échange de la paix, sinon l'acceptation de l'indépendance de fait d'émirats du nord, notamment à Kidal, autrement dit un retour à la situation de 2012. Cela aiderait peut-être à l'affaiblissement de l'ennemi mais au prix d'un nouveau problème à résoudre plus tard. Quant au départ des troupes étrangères du Mali comme préalable à la paix, c'est évidemment impossible au moins sous une forme qui ressemblerait à une victoire des Djihadistes. Autrement dit, si cette voie mérite d'être explorée, et on ne voit pas comment on pourrait l'interdire à des États souverains, il est peu probable qu'elle apporte autre chose de mieux qu'un gel momentané des hostilités.

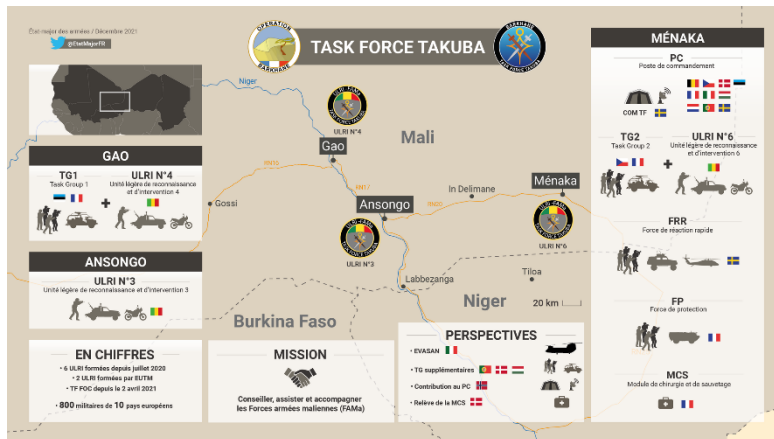
Nouvelle opération

Face à cette longue période d'instabilité qui s'annonce dans cette région du Sahel, la seule posture militaire française viable à long terme est celle d'une guerre limitée et discrète, surtout au Mali, toujours susceptible de basculer temporairement en intervention active comme celle de janvier 2013 en cas de menace forte. Le changement est annoncé publiquement le 10 juin 2021 par le président de la République en prenant prétexte du nouveau coup d'État à Bamako le 24 mai 2021. Le moment et la forme de la déclaration sont sans doute mal choisis, car cette transformation, qui impliquera au moins de nombreux mouvements délicats pendant au moins six mois, a besoin d'être soutenue par les partenaires locaux. Il aurait été sans doute préférable de la présenter clairement comme une nouvelle opération, avec un nom déjà choisi, différente mais tout aussi efficace que la précédente et non simplement de parler de la fin de *Barkhane* sous cette forme, ce qui sonne comme un repli ou un abandon. Il aurait sans doute été plus judicieux aussi de la présenter comme une conséquence des succès de l'année 2020, en concertation étroite avec les pays du G5-Sahel, et non comme une réaction à l'évolution de la politique intérieure malienne, quoi que l'on puisse en penser. Des mois précieux auraient été gagnés et l'accompagnement diplomatique aurait été meilleur.

Le concept majeur de la nouvelle opération, énoncée par le président de la République le 10 juin, est de remplacer les trois GTD par des structures d'accompagnement des FAMa et des FAN. Les raids aéromobiles, de *Sabre* ou du GTD-A, et les frappes aériennes autonomes continuent, mais il n'y aura plus d'opérations de recherche et destruction de la part des GTD. Ce sont les forces locales qui mèneront entièrement ces opérations, avec notre aide sous la forme de sections d'accompagnement sur le terrain et d'appuis aériens (on parle dans ce cas de « *rassurance* »). La pression sur l'ennemi diminuera forcément de la part des Français, mais on espère que le renforcement des unités FAMa et FAN qui bénéficieront de notre aide compensera cela.

Concrètement, cela implique d'abord le désengagement de la plupart bases occupées au Mali et leur transfert aux FAMa et à la MINUSMA. C'est tout l'objet des opérations baptisées *Narvik*, des longs et lents convois reliant les équipements et le personnel des bases de Tessalit, Kidal et Tombouctou vers Gao. Ce sont de vrais engagements, un convoi sollicitant pratiquement autant de moyens qu'une opération de recherche et destruction, qui se passent finalement bien, car l'ennemi choisit de ne pas nous attaquer. C'est dangereux pour lui au regard des moyens français déployés, et finalement peu utile, car ce repli correspond à ce qu'il souhaite. Une des premières conséquences de cette nouvelle phase est d'ailleurs la réduction des pertes françaises. Avec trois soldats décédés depuis février 2021, dont un au combat, un par accident et un autre dans une attaque au mortier sur la base de Gao, on revient au niveau d'avant décembre 2019. Le problème suivant, qui ressemble à celui rencontré lors du repli de Kapisa-Surobi en 2012-2013, est d'évacuer les équipements accumulés dans la base de Gao. Cela se fait normalement par la route en direction d'un port, Abidjan ou Dakar, mais le harcèlement

d'un convoi logistique inverse venant de Côte d'Ivoire par plusieurs foules au Burkina Faso et au Niger durant le mois de novembre 2021, montre que dans l'ambiance actuelle de ressentiment instrumentalisé contre la France, cette phase constitue un nouveau front. Reste, la voie des airs, plus sûre mais beaucoup plus coûteuse et difficile à mettre en œuvre pour les équipements les plus lourds, faute de gros transporteurs.



Le deuxième axe d'effort est la montée en puissance de la Task Force *Takuba*, la force européenne encadrée par la France et destinée à accompagner au combat les FAMA. *Takuba* présente plusieurs intérêts majeurs pour la France comme le partage du fardeau, l'accroissement de notre influence militaire en Europe et, plus classiquement en Afrique, l'effacement du

drapeau français au milieu de nombreux autres drapeaux. Elle montre cependant plusieurs limites. Comme toute action en coalition européenne et donc lente à mettre en place et alourdie dans son fonctionnement. En décembre 2021, après des années de tractations, il y a 11 nations européennes impliquées sur le terrain, mais certaines n'ont qu'un rôle très mineur et d'autres un rôle très contraint. L'Italie par exemple a accepté de fournir deux hélicoptères lourds CH-46 Chinook et trois hélicoptères d'attaque A129 Mangusta, des éléments extrêmement précieux, mais uniquement pour servir à des évacuations sanitaires et pas pour combattre, ce qui réduit considérablement leur utilité sur place.

Au bilan, à la fin décembre 2021, *Takuba* regroupe seulement 750 soldats, dont plus de la moitié de Français. Elle est organisée en une structure de base solide -procédures OTAN oblige- de commandement, soutien logistique, soutien santé et avec une force de réaction rapide aéromobile, et une structure d'accompagnement des FAMA organisé en Task Groups. A ce jour, deux TG mixtes franco-estonien et franco-tchèque ont été formés à Gao et Ménaka, avec l'espoir d'en former rapidement d'autres. Il était question à terme d'avoir 2 000 soldats européens à *Takuba* dont au maximum 500 Français. Du côté des partenaires, seulement maliens puisque les autres nations ont refusé une intrusion aussi lourde, les FAMA ont associé à *Takuba* leurs unités légères de reconnaissance et d'intervention (ULRI) formées à l'été 2020. Fonctionnant sur le principe de l'imitation de l'ennemi, les ULRI sont des compagnies de 90 hommes équipés de motos et pick-up destinées à mener un combat agile. Avec l'aide d'EUTM, *Takuba* aide à la formation des trois ULRI existantes et accompagne chacune d'elle sur le terrain avec l'équivalent d'une section, qui conseille, soutien et appui, notamment en assurant la coordination avec les moyens aériens.

Cette association est efficace, même si elle fait peu de « bilan », mais peu efficiente. Après des années d'efforts diplomatiques en Europe et au Sahel, on a finalement associé une force d'appui de 750 hommes pour moins de 200 combattants maliens appuyés. Les ULRI sont de bonnes unités, qu'il est comme d'habitude difficile de maintenir à un bon niveau (les ULRI 1 et 2 ont progressivement disparu faute de suivi de la part du commandement malien), et qui ne sont pas assez nombreuses pour avoir un impact important. Localement, *Takuba* apparaît par ailleurs à beaucoup au moins autant une opération intereuropéenne de formation que comme un instrument sincère de lutte contre les organisations djihadistes.

Le troisième axe d'effort se trouve à Niamey. La base aérienne de Niamey deviendra le centre de gravité de la nouvelle opération, avec un poste de commandement étoffé, les détachements de chasse et de renseignement aérien, mais aussi le dernier GTD, actuellement le GTD-3. Le

GTD-3 est une petite formation de 280 soldats avec un escadron de reconnaissance et d'intervention (ERI), une section d'aide à l'engagement (reconnaissance) et un escadron de soutien. Le GTD-3 effectue la même mission d'accompagnement que *Takuba* mais au profit de l'armée nigérienne et plus particulièrement du 71^e bataillon spécial d'intervention. Les résultats sont bons, mais là encore limités en ampleur.



Ce processus militaire long et nécessairement prudent est mal accompagné politiquement. Après des années d'attaques, voire des dizaines d'années en Afrique, la France est toujours autant incapable de lutter efficacement dans le champ de la communication, de l'information et des médias (CIM) face à ceux qui s'opposent à elle, qu'il s'agisse d'acteurs politiques locaux ou extérieurs, russes en

particulier. Pire, elle a probablement contribué aussi à la dégradation de son image par les errements et la rigidité de sa diplomatie, apparaissant parfois comme donneuse de leçons et méprisante envers les dirigeants locaux, fermant les yeux sur les coups d'État en Mauritanie et au Tchad mais pas sur celui du Mali, interdisant les négociations avec le RVIM tout en étant incapable de les empêcher, faisant de l'arrivée de soldats russes, réguliers ou mercenaires, au Mali une ligne rouge tout en étant incapable de l'éviter, etc. Alors que l'adaptation de l'engagement militaire demandait un accompagnement diplomatique tout aussi prudent que celui des convois se repliant de Tessalit ou Tombouctou, c'est l'inverse qui a eu lieu.

Dans une surenchère souverainiste, le gouvernement de Bamako multiplie maintenant les tracasseries vis-à-vis de certains de ses partenaires, tout en faisant appel à l'aide russe, ce qui est son droit, mais ne peut que gêner au moins les pays d'Europe de l'Est présents au Mali. Cette crise, aux responsabilités partagées, signe donc probablement la fin de l'opération *Takuba* et même de toute présence militaire française au Mali, mais pas celle de l'opération *Barkhane*-transformée. Le Mali est destiné à rester profondément déstabilisé, sans que l'on sache véritablement quelles en seront les conséquences, entre implosion du pays et débordements sur les pays voisins. Dans tous les cas, la guerre contre les organisations djihadistes continue.

Sources

Livres

- Eeben Barlow, *Composite Warfare, The Conduct of Successful Ground Force Operations in Africa*, Pinetown Printers, 2015.
- Bernard Barrera, *Opération Serval*, Le Seuil, 2013.
- Ould Boye, Charles Michel, *Victoire dans les dunes. L'enlisement de la crise sahélienne n'est pas inéluctable : l'exemple mauritanien*, Stratégies africaines de sécurité, L'Harmattan, 2020.
- Olivier Hanne, Guillaume Larabi, *Jihâd au Sahel : Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, Éditions Bernard Giovanangeli, 2015.
- Marc Hecker, Élie Tenenbaum, *La Guerre de vingt ans*, Robert Laffont, 2021.
- David Killcullen, *The Dragons and the Snakes: How the Rest Learned to Fight the West*, C. Hurst & Co Publishers Ltd, 2020.
- Nicolas Normand, *Le grand livre de l'Afrique*, Eyrolles, 2018.
- Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Tallandier, 2014
- Bertrand Oliva, Jean-Gaël Le Flem, *Un sentiment d'inachevé*, Éditions de l'École de guerre, 2018.
- Gil Meron, *How Democracies Lose Small Wars*, Cambridge University Press, 2003.
- Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Une guerre perdue : La France au Sahel*, JC Lattès, 2020.
- Robert Scales, *Scales on War : The Future of America's Military at Risk*, Naval Institute Press, 2016.

Monographies

- Audition du général de division Marc Conruyt, commandant de la force Barkhane Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 25 novembre 2020.
- Audition du général de corps aérien Stéphane Mille, sous-chef « Opérations » (SCOPS) à l'état-major des armées, sur l'opération Barkhane. Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 2 décembre 2020.
- Conseil de sécurité, *Situation au Mali, Rapport du Secrétaire général*, 30 décembre 2019.
- Guide pratique des pays contributeurs aux opérations de paix des Nations – Unies*, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), L'Harmattan, 2019.
- Antoine d'Évry, *L'opération Serval à l'épreuve du doute, vrais succès et fausses leçons*, Focus stratégique, n° 59, juillet 2015.
- Pauline Le Roux, *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel*, Bulletin de la sécurité africaine, n° 36, 14 janvier 2020.
- Ministère des Armées. Dossier de Presse – Opération Barkhane – juin 2020.
- Mathieu Pellerin, *Les violences armées au Sahara. Du djihadisme aux insurrections ?*, Études de l'Ifri, Ifri, novembre 2019.
- Michael Shurkin, *France's War in Mali. Lessons for an Expeditionary Army*, RAND Corporation, 2014.
- Projet de loi de finances pour 2019 : Défense : Préparation et emploi des forces. B. L'augmentation des crédits du programme bénéficié à l'EPM et aux Opex. <https://www.senat.fr/rap/a18-149-6/a18-149-62.html>
- Denis M. Tull, *The European Union Training Mission and the Struggle for a New Model Army in Mali*, Research Paper No. 89, February 3, 2020,
- International Crisis Group, *Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?* Rapport Afrique N° 276 | 28 mai Distr. générale

Articles

- AFP, « Sahel : l'armée française a "neutralisé" plus de 600 djihadistes depuis 2015 », *Les Echos*, 28 février 2019.

“African Militant Islamist Groups Set Record for Violent Activity”, *Africa Center for Strategic Studies*, July 21, 2020.

Wilfrid Ahouansou, « La force européenne “Takuba” ou un nouveau coup de sabre dans le sable sahélien ? », 13 août 2020. *Wathi.org*

Alain Antil, « Sahel : soubassements d’un désastre », *Politique étrangère*, 3:2019.

Niagalé Bagayoko, « Sahel : Il faut repenser la sécurité du continent selon une perspective stratégique africaine », *Le Monde*, 10 janvier 2020.

Niagalé Bagayoko, « La faillite collective de la communauté internationale au Sahel », *Le Monde*, 15 janvier 2021.

Alain Barluet, « Au Sahel, l’opération “Barkhane” face aux limites de son action », *Le Figaro*, 11 février 2018.

Nicolas Barrote, « Au Sahel, l’opération Barkhane fait sa mue pour échapper au piège de l’enlèvement », *Le Figaro*, 20 décembre 2021.

Adib Benchérif, « La violence politique au Sahel : une hydre de l’insécurité en construction », *Les Grands dossiers de Diplomatie n° 54*, décembre 2019-janvier 2020.

Léo Blanken, Kai Thaxton et Michael Alexander, *Shock of the Mundane: the Dangerous Diffusion of Basic Infantry Tactics*, War on the Rocks, 02/27/2018.

Stephen Biddle, Wade P. Hinkle, and Michael P. Fischerkeller, “Skill and Technology in Modern Warfare”, *Joint Force Quarterly*, Summer 1999.

Rémi Carayol, « Mali : les troupes de l’opération Barkhane prennent leurs distances avec les ex-rebelles touaregs », *Jeune Afrique*, 26 septembre 2016.

Julien Chabrouet, « Sahel : ces différentes “options stratégiques” dont dispose Emmanuel Macron », *l’Express*, 29 novembre 2019.

Bruno Charbonneau, « Sahel : la gouvernance contre insurrectionnelle », *Bulletin FrancoPaix*, Vol. 5, n° 1, janvier 2020.

Jean-Michel Debrat, Olivier Lafourcade et Serge Michailof, « La guerre au Sahel ne peut être gagnée par une force occidentale » *Le Monde*, 13 janvier 2020.

Edward H. Carpenter, Jessica M. Libertini, “Quantifying Lethality on the Back of a Napkin”, *Strategy Bridge* July 9, 2019.

Bruno Clément-Bollée, « Pour sortir du borbier au Sahel, il est urgent de repenser notre stratégie », *Le Monde*, 4 novembre 2019.

Arnaud Delalande, « Les forces aériennes du G5 Sahel », *Défense & Sécurité Internationale*, n° 135, mai-juin 2018.

Patrick Forestier, « Les si inquiétants signes de faiblesse de l’armée malienne », *Le Point*, 03 novembre 2019.

Patrick Forestier, « Terrorisme au Sahel : un nouveau front à la frontière mauritanienne », *Le Point*, 27 janvier 2020

Michel Goya, « Du transfert du risque », *Défense et sécurité internationale*, n° 129, mai-juin 2017.

Michel Goya, « La notion de gamme tactique », *Défense et sécurité internationale*, n° 137, septembre-octobre 2018.

Nathalie Guibert, « Sahel : le général Lecointre précise le plan d’action français », *Le Monde*, 22 janvier 2020.

Yvan Guichaoua, « L’horizon compromis de la force Barkhane au Mali, *The Conversation*, 10 mai 2017.

Helmoed Heitman, « Optimiser les structures des forces de sécurité africaine », *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 13 mai 2011, Centre d’étude stratégique de l’Afrique.

Laurent Henninger, “Espace stratégique : Le fluide et le solide”. *Revue Défense nationale*, octobre 2012-n° 753.

Joseph Henrotin, “Contre-insurrection aérienne : vers un tournant”, *Défense et sécurité internationale*, n° 34, février 2008.

Guillaume Larabi, « Combattre le djihad au Sahel », *Défense et sécurité internationale*, n° 121, janvier-février 2016.

Morgane Le Cam, « Au Mali, le difficile désarmement des milices », *Le Monde Afrique*, 10 avril 2019.

Mattéo Maillard, *Dans le centre du Mali, des villages rasés par la violence et la famine*, lemonde.fr, 24 janvier 2021.

Maria Malagardis, « Sahel : avec sa convocation, Macron nourrit le sentiment anti-Français », *Libération*, 5 décembre 2019.

Maria Malagardis, « Au Burkina Faso, le ‘pouvoir n’a pas confiance dans son armée », *Libération*, 19 décembre 2019.

Maria Malagardis, « Au Sahel, la France prise au fiel », *Libération*, 19 décembre 2019.

Maria Malagardis, « Le Burkina Faso, peu touché par le Covid-19, succombe au virus de l’insécurité », *Libération*, 5 juin 2020.

Andrew J.R. Mack, "Why Big Nations Lose Small Wars", in *World Politics*, janvier 1975.

Harold Michoud, « Barkhane : l’opération à plusieurs inconnues », *Les yeux du monde.fr*

Jean-Raoul Murego, « Sur la professionnalisation des armées en Afrique », *Ultimaratio-blog.org*, 30 mai 2017.

Nicolas Normand, « Le Mali, un ‘Far West sans shérif’ : quelles perspectives ? Quels remèdes ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 54*, décembre 2019, janvier 2020.

Nicolas Normand, « Le Sahel en 2021 : pour empêcher la détérioration de se poursuivre », *lepoint.fr*, 29 janvier 2021.

Nicolas Normand, « Sahel : Sombres perspectives pour 2022 », *Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 65*, décembre 2021, janvier 2022.

« Accompagner au combat les forces sahéniennes : le projet français monte en puissance », *Ouest-France*, 2 octobre 2019.

« Le général Lecointre s’insurge contre les allégations liant Brkhane aux richesses minières des pays du Sahel », *OPEX360.com*, 29 novembre 2019.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « La France dans la tourmente au Sahel », *The Conversation*, 13 janvier 2021.

Jean-Louis Promé, « Quel type d’avion pour la lutte anti-guérilla », *Défense et sécurité internationale*, n° 34, février 2008.

Grégory Rayko, « Le Mali peut-il se passer de l’opération Barkhane ? », *The Conversation*, 4 février 2021.

“10 Characteristics of 10 Jihadist Groups Troubling Sahel and Nigeria”, *Theinsight.org.ng*, 21 January, 2020.

Jean-Marc Tanguy, « Défense : la 3D de Barkhane a frappé une centaine de fois en 2020 », *air-cosmos.com*, 29 octobre 2020.

Laurent Touchard, « Quels défis pour la Force conjointe du G5-Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 134, mars-avril 2018.

Laurent Touchard, « Vers le réveil des forces africaines ? », *Défense et sécurité internationale* n° 130, juillet-août 2018.

Laurent Touchard, « Guérillas dans le désert – L’adaptation des modes d’action dans la BSS », *Défense et Sécurité Internationale*, hors-série n° 64, Techno-guérillas, Anatomie de l’ennemi probable, 2019.

Laurent Touchard, « La situation sécuritaire dans la région du G5 Sahel », *Défense et Sécurité internationale*, n° 149, septembre-octobre 2020.

Denis M. Tull, “operation Barkhane and The Future of intervention in the Sahel”, *Stiftung Wissenschaft und Politik/German Institute for International and Security Affairs*, n°5 January 2021.

Thierry Vircoulon, « Sahel : les leçons oubliées de l’échec afghan », *lepoint.fr*, 12 janvier 2021.

Audio-vidéo

« Mali : la force ‘Takuba’ sera-t-elle efficace contre les djihadistes ? », *Arbre à palabre*.
<https://www.dw.com/>
 Niagalé Bagayoko : « Il est difficile de considérer l’opération Barkhane comme un succès » (video) *France 24*, 26 novembre 2019.
 Niagalé Bagayoko : ‘Sahel : une guerre sans fin ?’, le blog de Pascal Boniface, *Médiapart*, 30 septembre 2020.

Niagalé Bagayoko : Entretien sur Médiapart, 31 janvier 2021.

Wassim Nasr, 'Abdelmalek Droukkel, AQMI et l'État islamique : panorama de la galaxie djihadiste au Sahel' (audio), *Le Collimateur*, IRSEM, 16 juin 2020.

Wassim Nasr, 'Lutte contre le jihadisme au Sahel : quel bilan pour l'opération Franco-malienne 'Éclipse' ?', *France24*, 28 janvier 2021.

Wassim Nasr, 'bavure ou bombardement de jihadistes ? Des images, des éléments nouveaux, mais toujours deux versions des faits', *France24*, 2 février 2021.

'DOD briefing on the ambush in Niger in October 2017', YouTube, mai 2018.